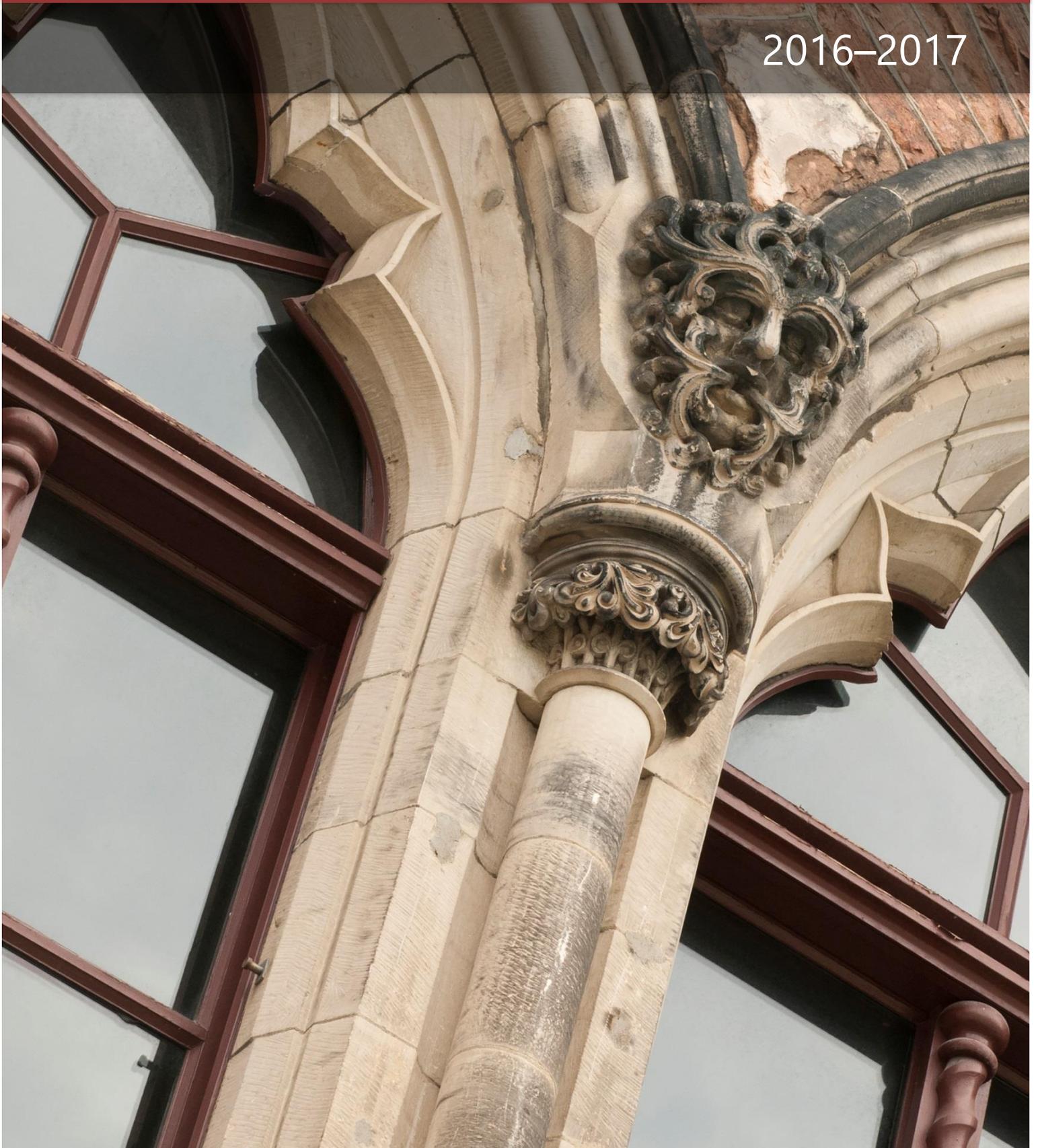




Direction des comités du Sénat

Rapport annuel des activités et des dépenses

2016–2017



Message du greffier principal de la Direction des comités



Les comités sont au cœur même des travaux d'examen des projets de loi et de révision des politiques du Sénat et, tous les ans, plus d'un millier de Canadiens y contribuent en comparaisant comme témoins. D'autres Canadiens suivent les travaux des comités en visionnant les émissions Web ou les diffusions sur la CPAC, ou en lisant les nombreux documents des comités sur le site Web du Parlement, notamment les transcriptions des réunions, les procès-verbaux et les rapports. Les sénateurs consacrent énormément de temps aux comités, même lorsque le Sénat ne siège pas, et la Direction des comités est très fière de fournir le soutien administratif et procédural dont les sénateurs ont besoin pour atteindre leurs objectifs en comités.

Les niveaux d'activités en 2016–2017 sont caractéristiques d'un exercice financier non interrompu par une dissolution du Parlement. Comme en témoigne le nombre de réunions tenues, de témoins entendus et d'heures passées en réunion, les sénateurs et leurs comités ont été fort occupés. Les résumés des activités de chaque comité inclus dans le présent rapport annuel indiquent que les comités ont abattu une grande quantité de travail très utile au cours de 2016–2017.

Au sujet du dernier exercice, il convient particulièrement de noter que le Sénat a fait preuve d'ingéniosité pour tenir compte du nombre croissant de sénateurs indépendants sans perturber les études et le travail en cours. Grâce à l'adoption d'un ordre sessionnel en décembre 2016, le Sénat a permis une représentation accrue des membres du Groupe des sénateurs indépendants (GSI) aux comités. Il a ajouté trois sièges à chaque comité et a réorganisé le nombre de membres provenant du GSI, du Parti conservateur du Canada et des libéraux du Sénat selon le ratio 40-40-20. Cet accommodement a inévitablement entraîné pour chacun des sénateurs une hausse des affectations aux comités et une augmentation de leur charge de travail respective. En plus de rétablir une composition proportionnelle des comités, on a octroyé au GSI le statut officiel de groupe parlementaire au sens du *Règlement du Sénat* et la capacité de gérer les membres des comités au sein de son groupe semblable aux caucus politiques.

La cadence du travail ne ralentit pas depuis la fin de l'exercice 2016–2017, et les comités sénatoriaux embarquent sans hésitation dans l'aventure du Sénat en pleine évolution.

Blair Armitage
Greffier principal

Énoncé de mission

En tant qu'institution du Parlement du Canada, le Sénat du Canada fait partie intégrante du processus législatif fédéral. Afin de s'acquitter de son rôle législatif, le Sénat a constitué un certain nombre de comités chargés d'examiner les projets de loi et les budgets des dépenses, et de mener des études spéciales sur divers sujets. La Direction des comités du Sénat offre un soutien administratif aux comités, les conseille sur la procédure parlementaire et leur fournit de l'information pour les aider à accomplir leurs tâches et à atteindre leurs objectifs. Pour remplir son mandat, la Direction doit :

- ✧ offrir un service de qualité supérieure à tous les sénateurs siégeant au sein des comités;
- ✧ faire preuve de courtoisie, de professionnalisme et d'objectivité dans l'exercice de ses fonctions;
- ✧ respecter le principe de confidentialité dans son travail avec les sénateurs et les comités;
- ✧ contribuer à améliorer l'image de marque du Parlement en général et du Sénat en particulier;
- ✧ observer le Règlement, les règles et les politiques du Sénat;
- ✧ veiller au perfectionnement de ses ressources humaines;
- ✧ encourager l'innovation afin d'améliorer son propre fonctionnement.

Greffiers, adjoints administratifs et personnel de soutien 2016–2017

Blair Armitage
Greffier principal

Brigitte Martineau
Adjointe administrative

Shaila Anwar
Greffière principale adjointe par intérim

Debbie Larocque
Adjointe administrative

Greffiers des comités *(en ordre alphabétique)*

Adjoints administratifs *(en ordre alphabétique)*

Marie-Ève Belzile (depuis septembre 2016)

Elda Donnelly (depuis novembre 2016)

Daniel Charbonneau

Julie Flannery (jusqu'à décembre 2016)

Maxime Fortin (depuis septembre 2016)

Lyne Héroux

Keli Hogan (jusqu'à avril 2016)

Maritza Jean-Pierre

Danielle Labonté (jusqu'à juin 2016)

Louise Martel

Mireille LaForge (depuis novembre 2016)

Diane McMartin

Lynn Gordon

Lori Meldrum

Max Hollins

Annie Trudel

Gaëtane Lemay

Benjamin Sparkes

Mark Palmer

(de mai à novembre 2016)

Kevin Pittman

Jessica Richardson

Victor Senna (depuis septembre 2016)

Barbara Reynolds (depuis septembre 2016)

Adam Thompson

Greffiers législatifs

Coordonnatrice des statistiques

Matthieu Boulianne

Tracy Amendola

Chantal Cardinal (jusqu'à décembre 2016)

Joëlle Nadeau (depuis mars 2017)

Table des matières

Message du greffier principal de la Direction des comités	i
Énoncé de mission	ii
Greffiers, adjoints administratifs et personnel de soutien 2016–2017	iii
Partie I — Renseignements généraux	
Aperçu des dépenses et des activités	4
Faits saillants des rapports sur les études spéciales	9
Partie II — Profils des comités 2016–2017	
Comité permanent des peuples autochtones	17
Comité permanent de l’agriculture et des forêts	20
Comité permanent des banques et du commerce	23
Comité permanent sur l’éthique et les conflits d’intérêts des sénateurs	28
Comité permanent de l’énergie, de l’environnement et des ressources naturelles	30
Comité permanent des pêches et des océans	33
Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international	36
Comité permanent des droits de la personne	40
Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l’administration	43
Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles	46
Comité permanent des finances nationales	50
Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense	54
Sous-comité des anciens combattants	57
Comité permanent des langues officielles	59
Comité permanent du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement	61
Comité de sélection	64
Comité spécial sur la modernisation du Sénat	66
Comité permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie	69
Comité permanent des transports et des communications	73
Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement	76
Comité mixte permanent d’examen de la réglementation	78
Partie III — Dépenses des comités	
Rapport détaillé sur les dépenses des comités pour 2016–2017	80
Rapport des budgets et des dépenses des comités pour 2016–2017	81
Ventilation des dépenses pour les témoins et les vidéoconférences pour 2016–2017	85

Partie I — Renseignements généraux

Aperçu des dépenses et des activités

Dépenses de fonctionnement*

Au cours de l'exercice 2016–2017, la Direction a fourni des services de soutien (services administratifs, questions de procédure, informations et autres) aux différents comités sénatoriaux, soit :

- ✧ 16 comités permanents (et 3 sous-comités);
- ✧ 2 comités mixtes permanents (composés de sénateurs et de députés);
- ✧ 1 comité spécial;
- ✧ le Comité de sélection.

Les articles 12-3, 12-6 et 12-7 du *Règlement du Sénat* régissent la taille et les champs d'étude des comités, ainsi que le nombre de membres requis pour qu'il y ait quorum.

Conformément aux ordres adoptés par le Sénat le 7 décembre et le 12 décembre 2016, le Comité de sélection a adopté un rapport le 14 décembre 2016 afin d'augmenter la taille des comités de trois sénateurs.

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration et le Comité permanent du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement sont administrés par l'entremise d'autres bureaux.

Direction des comités	
28,8 postes équivalents temps plein (ETP)	
Dépenses de fonctionnement	
Direction	8 762 \$
Comités	903 558 \$
Témoins	360 857 \$
Repas de travail	34 929 \$
Autres	66 987 \$

Activités des comités

Au Sénat, une grande partie du travail s'accomplit au sein des comités. En moyenne, ceux-ci étudient plus de 50 projets de loi et se lancent dans une cinquantaine d'études spéciales chaque année. Les comités doivent respecter le *Règlement du Sénat* et le *Règlement administratif du Sénat*, mais ils entreprennent, organisent et réalisent leurs travaux de manière bien différente. Par ailleurs, certains comités se penchent

* Toutes les données contenues dans le présent rapport proviennent des Journaux du Sénat, des procès-verbaux des comités sénatoriaux et des dossiers de la Direction des finances et de l'approvisionnement du Sénat.

quasi exclusivement sur des projets de loi, tandis que d'autres se consacrent surtout à des études spéciales.

Activités des comités

Voici une comparaison entre les activités de tous les comités sénatoriaux, par exercice, depuis 2012–2013.

Indicateurs	2016–2017	2015–2016	2014–2015	2013–2014	2012–2013	Moyenne sur 5 ans
Réunions	601	336	586	422	513	492
Rapports	98	98	126	119	108	110
Heures en comité	999,8	493,4	937,8	637,8	815,8	777
Témoins	1 937	1 023	2 116	1 277	1 760	1 623
Projets de loi	54	20	71	44	47	47
Nombre d'heures en mission d'information	280,5	3,5	287,7	134,7	243,5	190
Études préalables ou études de la teneur de projets de loi	9	7	18	10	15	12
Études spéciales entreprises	67	41	57	85	63	63
Déplacements	19	1	19	8	18	13

Le tableau ci-dessous illustre les différents ordres de renvoi que les comités sénatoriaux ont reçus au cours de l'exercice 2016–2017.

Ordres de renvoi	Nombre de réunions	% du total des réunions	Nombre d'heures	% du total des heures
Projets de loi et leur teneur	126	21 %	182,4	18 %
Études spéciales	421	70 %	645	65 %
Comités permanents (Régie interne, Règlement, Conflits d'intérêts, Sélection, Examen de la réglementation, Bibliothèque)	64	11 %	86,3	9 %
Total*	611	100 %	913,7	92 %

Consultations

Chaque année, les comités se déplacent pour recueillir des témoignages aux échelons local et régional. Ils tiennent des réunions publiques officielles un peu partout au Canada et effectuent également des missions d'information à caractère moins officiel au pays et à l'étranger. Ces déplacements permettent aux sénateurs de se familiariser avec les sujets qu'ils étudient et de recevoir des témoignages et de l'information qu'il leur serait impossible d'obtenir en restant à Ottawa.

* Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Quand les comités se rendent à l'étranger pour se documenter, ils sont en mission d'information, ce qui veut dire que leurs délibérations ne sont pas considérées comme officielles et qu'aucune transcription de celles-ci n'est publiée. Cependant, l'information recueillie demeure précieuse et peut leur servir à la rédaction de leurs rapports.

Peuples autochtones (étude sur le logement dans le Nord)

Mission d'information :

- ✧ Iqaluit, Sanikiluaq et Igloolik (Nunavut); Kuujuaq et Inukjuaq (Québec); Nain (Terre-Neuve-et-Labrador) (du 18 au 22 avril 2016)

Agriculture et forêts (étude sur l'accès aux marchés)

Audience publique et mission d'information :

- ✧ Calgary (Alberta) (du 17 au 20 mai 2016)

Mission d'information :

Beijing et Shanghai (Chine) (du 1^{er} au 9 novembre 2016)

Banques et commerce (étude sur les barrières au commerce intérieur)

Mission d'information :

- ✧ Vancouver (Colombie-Britannique) et Calgary (Alberta) (du 8 au 10 mai 2016)

Énergie, environnement et ressources naturelles (étude sur une économie à faibles émissions de carbone)

Missions d'information

- ✧ Vancouver, Kitimat et Prince George (Colombie-Britannique); Calgary (Alberta); Estevan (Saskatchewan) (du 2 au 7 octobre 2016)
- ✧ Sarnia et Hamilton (Ontario) (du 14 au 17 novembre 2016)
- ✧ Montréal (Québec) (7 et 8 février 2017)

Pêches et océans (étude sur les activités de recherche et sauvetage maritime)

Mission d'information et audiences publiques :

- ✧ Halifax, Dartmouth, Sydney, Sambro et Greenwood (Nouvelle-Écosse) (du 23 au 28 octobre 2016)
- ✧ St. John's, Goose Bay et Gander (Terre-Neuve-et-Labrador) (du 5 au 9 mars 2017)

Affaires étrangères et commerce international

Mission d'information (étude sur l'Argentine) :

- ✧ Buenos Aires (Argentine) (du 17 au 25 septembre 2016)

Mission d'information (étude sur le Mexique) :

- ✧ Mexico (Mexique) (du 7 au 9 mars 2017)

Droits de la personne (étude sur les réfugiés syriens)

Mission d'information et audience publique :

- ✧ Toronto (Ontario) et Montréal (Québec) (30 et 31 mai 2016)

Affaires juridiques et constitutionnelles (étude sur les délais dans le système de justice pénale)

Mission d'information et audiences publiques :

- ✧ Halifax (Nouvelle-Écosse) (5 et 6 mai 2016)
- ✧ Vancouver (Colombie-Britannique); Calgary (Alberta); Saskatoon (Saskatchewan) (du 26 au 29 septembre 2016)

- ✧ Montréal (Québec) (27 et 28 octobre 2016)

Sécurité nationale et défense (étude sur l'Examen de la politique de défense)

Mission d'information :

- ✧ New York (États-Unis) (du 23 au 25 octobre 2016)

Langues officielles (étude sur l'éducation en français en Colombie-Britannique)

Mission d'information et audience publique :

- ✧ Vancouver et Victoria (Colombie-Britannique) (du 2 au 7 octobre 2016)

Transports et communications (étude sur le transport du pétrole brut)

Mission d'information et audiences publiques :

- ✧ Edmonton et Calgary (Alberta); Vancouver (Colombie-Britannique) (du 18 au 23 septembre 2016)
- ✧ Montréal (Québec); Saint John (Nouveau-Brunswick); Halifax et Port Hawkesbury (Nouvelle-Écosse) (du 16 au 22 octobre 2016)

Le site Web du Sénat du Canada

La Direction des comités réévalue à intervalles réguliers sa présence sur le site Web du Sénat du Canada (www.sencanada.ca) pour s'assurer de fournir des informations utiles et conviviales. Elle reconnaît l'efficacité de ce média pour donner aux Canadiens accès aux travaux des comités du Sénat.

Tous les rapports, communiqués et documents pertinents des comités sont convertis en format HTML et/ou en PDF et sont publiés sur le site Web. L'information sur les comités sénatoriaux, notamment la date, l'heure et le lieu des réunions, les témoins attendus, et si la réunion sera webdiffusée ou enregistrée en vidéo pour diffusion sur la chaîne CPAC, est régulièrement mise à jour. Cette information est également rendue publique au moyen du compte Twitter du Sénat (@SenateCA en anglais et @SenatCA en français). De plus, les principales publications de la Direction telles que le Rapport annuel, le document *Introduction aux comités sénatoriaux*, la *Foire aux questions* et le *Guide de participation à une étude par un comité du Sénat* sont également disponibles en ligne.

Rapports sur les études spéciales : contribution à l'élaboration des politiques de l'État

Voici la liste des principaux rapports de 2016–2017, par comité. Un résumé de chacun de ces rapports est présenté dans les pages qui suivent.

Peuples autochtones

- ✦ *Questions relatives au passage des frontières et le Traité de Jay* (juin 2016)
- ✦ *Le logement dans l'Inuit Nunangat : Nous pouvons faire mieux!* (mars 2017)

Agriculture et forêts

- ✦ *Épidémie de tuberculose bovine en Alberta* (décembre 2016)

Banques et commerce

- ✦ *Des murs à démolir : Démantèlement des barrières au commerce intérieur au Canada* (juin 2016)
- ✦ *Commission du droit d'auteur : Argument pour la tenue d'un examen de toute urgence* (novembre 2016)

Énergie, environnement et ressources naturelles

- ✦ *Positionner le secteur de l'électricité canadien : vers un avenir restreint en carbone* (mars 2017)

Pêches et océans

- ✦ *Rapport sur l'aquaculture* (juin 2016)

Affaires étrangères et commerce international

- ✦ *Perspectives sur la situation au Venezuela* (juin 2016)
- ✦ *Les accords de libre-échange : Un levier de prospérité économique* (février 2017)

Droits de la personne

- ✦ *Les nombreux oubliés : droits de la personne et transfuges nord-coréens* (juin 2016)
- ✦ *Trouver refuge au Canada : L'Histoire de la réinstallation des Syriens* (décembre 2016)

Affaires juridiques et constitutionnelles

- ✦ *Justice différée, justice refusée : L'urgence de réduire les longs délais dans le système judiciaire au Canada* (août 2016)

Finances nationales

- ✦ *Mieux planifier, mieux investir : Atteindre le succès en infrastructure* (février 2017)

Sécurité nationale et défense

- ✦ *Déploiements de l'ONU : Prioriser nos engagements au Canada et à l'étranger* (novembre 2016)

Modernisation du Sénat

- ✦ *La modernisation du Sénat : Aller de l'avant* (octobre 2016)

Affaires sociales, sciences et technologie

- ✦ *La démence au Canada : Une stratégie nationale pour un Canada sensible aux besoins des personnes atteintes de démence* (novembre 2016)

Transports et communications

- ✦ *Des pipelines pour le pétrole : Protéger notre économie, respecter notre environnement* (décembre 2016)

Faits saillants des rapports sur les études spéciales

Comité permanent des peuples autochtones

Questions relatives au passage des frontières et le Traité de Jay

(Troisième rapport [intérimaire] déposé au Sénat le 22 juin 2016 –
Document parlementaire n°1/42-394S)

Les liens culturels et familiaux étroits qu'entretiennent certaines Premières Nations du Canada avec des communautés d'Autochtones des États-Unis remontent à bien avant la Confédération et à la création de la frontière canado-américaine. Cette dernière, et surtout les formalités requises pour la franchir, nuisent maintenant à ces liens. Dans les communautés des Premières Nations dont le territoire chevauche la frontière canado-américaine, certains membres doivent franchir tous les jours la frontière pour se rendre au travail ou à l'école ou faire les courses.

Le comité reconnaît qu'il aborde un dossier hautement complexe qui touche à d'autres aspects, comme la citoyenneté, la souveraineté internationale et la sécurité. Par son étude, le comité espère encourager le gouvernement fédéral et les Premières Nations à trouver ensemble des solutions pratiques qui favoriseront le maintien des liens culturels et familiaux entre les communautés des Premières Nations du Canada et les communautés d'Autochtones des États-Unis.

Le logement dans l'Inuit Nunangat : Nous pouvons faire mieux!

(Cinquième rapport [final] déposé au Sénat le 1^{er} mars 2017 –
Document parlementaire n° 1/42-908S)

Depuis plus de 60 ans, à l'époque où ils ont commencé à s'établir de façon permanente, les Inuits vivent dans des logements inadéquats et peu sécuritaires. Dans l'Inuit Nunangat, qui signifie « là où vivent les Inuits » en Inuktitut, les Inuits font face à une grave crise du logement qui menace leur santé et leur sécurité. Des taux élevés de logements surpeuplés, de longues listes d'attente pour l'obtention d'un logement subventionné et de nombreuses maisons ayant besoin de réparations majeures, et ce, partout dans les terres natales des Inuits, représentent un des problèmes de santé publique les plus chroniques et les plus sérieux au Canada.

Entre février et juin 2016, le Comité sénatorial permanent des peuples autochtones a réalisé une étude qui a porté en particulier sur les pratiques exemplaires et sur les défis constants concernant le logement dans les communautés des Premières Nations et les communautés inuites, notamment au Nunatsiavut, au Nunavik, au Nunavut et dans les Territoires du Nord-Ouest. Le comité a entendu plus de 50 témoins et, en avril 2016, il s'est rendu dans des collectivités du Nunavik et du Nunavut pour prendre connaissance sur place des défis à relever et des pratiques exemplaires concernant le logement dans le Nord. Le comité a formulé dans son rapport 13 recommandations qui pourraient constituer un point de départ pour solutionner les problèmes de logement auxquels font face les communautés de l'Inuit Nunangat, notamment l'élaboration d'une stratégie de financement du logement dans l'Inuit Nunangat.

Comité permanent de l'agriculture et des forêts

Épidémie de tuberculose bovine en Alberta

(Cinquième rapport [intérimaire] déposé au Sénat le 7 décembre 2016 –
Document parlementaire n° 1/42-836S)

En novembre 2016, on a signalé six cas de tuberculose bovine dans le Sud-Est de l'Alberta, et l'Agence canadienne d'inspection des aliments a placé plus de 35 exploitations agricoles en quarantaine. Au moins cinq de ces exploitations, situées en Saskatchewan, ont également été mises en quarantaine en raison de leur contact avec le bétail infecté.

Afin que le Sénat soit tenu informé de cette épidémie, le comité a invité des représentants d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments à témoigner sur les mesures que le gouvernement a prises pour contrôler l'épidémie. Par la suite, un rapport intérimaire a été présenté, qui contenait un résumé des renseignements fournis au comité.

Comité permanent des banques et du commerce

Des murs à démolir : Démantèlement des barrières au commerce intérieur au Canada

(Cinquième rapport [final] déposé au Sénat le 13 juin 2016 –
Document parlementaire n° 1/42-360S)

Le 16 février 2016, le Sénat a autorisé le Comité sénatorial permanent des banques et du commerce à entreprendre une étude des barrières au commerce intérieur au Canada, en vue de déterminer les mesures que les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux doivent appliquer en priorité pour éliminer ces barrières au commerce intérieur. L'inspiration du comité pour cette étude est bien décrite par la citation suivante tirée du rapport : « Faisons en sorte que la 150^e année du Canada se termine à l'image des débuts du Canada il y a un siècle et demi : exempt de barrières au commerce interprovincial et interterritorial. Notre grand pays y gagnera en richesse, à la fois spirituelle et financière. C'est le meilleur cadeau de 150^e anniversaire que les Canadiens pourraient recevoir. »

Le comité a entendu divers intervenants à Ottawa, à Vancouver et à Calgary (en mai 2016). Le rapport, publié en juin 2016, contenait sept recommandations formulées pour le gouvernement fédéral.

Commission du droit d'auteur : Argument pour la tenue d'un examen de toute urgence

(Septième rapport [final] déposé au Sénat le 30 novembre 2016 –
Document parlementaire n° 1/42-812S)

En prévision de l'examen législatif de 2017 de la *Loi sur le droit d'auteur*, qui sera réalisé par un comité du Sénat, de la Chambre des communes ou des deux Chambres, le Sénat a autorisé le Comité sénatorial permanent des banques et du commerce, le 28 septembre 2016, à entreprendre une courte étude sur le fonctionnement et les pratiques de la Commission du droit d'auteur. Cette étude avait pour objectif de cerner les thèmes qui, de l'avis du comité, devraient faire l'objet d'un examen plus approfondi au cours du prochain examen législatif de la *Loi*. Les 2 et 3 novembre 2016, le comité a étudié certains aspects du fonctionnement et des pratiques de la Commission et entendu des témoins issus de la Commission, de sociétés de gestion, du secteur culturel et du milieu universitaire. Les commentaires des témoins ont convaincu le comité, et celui-ci a inclus une recommandation dans le rapport qu'il a présenté le 1^{er} décembre 2016.

Comité permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles

Positionner le secteur de l'électricité canadien : vers un avenir restreint en carbone

(Cinquième rapport [intérimaire] déposé au Sénat le 7 mars 2017 –

Document parlementaire n° 1/42-946S)

Le comité examine l'effet qu'auront les objectifs de réduction des gaz à effet de serre (GES) du Canada sur cinq secteurs de l'économie canadienne : électricité, pétrole et gaz, transport, bâtiment, et industries tributaires du commerce et à forte intensité d'émissions qui sont principalement des industries lourdes qui compétitionnent sur le marché international, comme les usines de fabrication d'acier ou de ciment.

Le premier rapport intérimaire porte sur le secteur de l'électricité. Au moment de la publication, le comité avait tenu 35 audiences et reçu 91 témoins.

Pour réduire le plus possible leur empreinte de carbone, les gouvernements se tournent vers l'utilisation accrue de l'électricité comme source d'énergie pour les véhicules, les bâtiments et les procédés industriels, mais la technologie n'est pas toujours rentable. Les pouvoirs publics cherchent aussi à accroître l'efficacité énergétique, les applications de réseau intelligent ainsi que les échanges interprovinciaux et territoriaux d'électricité. Le coût élevé de l'infrastructure de transport freine cependant ces initiatives. Le rapport soulève des questions et traite des moyens d'action possibles qui s'offrent au gouvernement fédéral, des mesures réglementaires strictes à la tarification du carbone, en passant par les incitatifs et les programmes de financement de la technologie.

Comité permanent des pêches et des océans

Rapport sur l'aquaculture

(Quatrième rapport [final] déposé au Sénat le 21 juin 2016 –

Document parlementaire n° 1/42-389S)

Le message principal de ce rapport est qu'il y a un océan de possibilités pour l'aquaculture au Canada. Notre pays possède le plus long littoral maritime au monde, le plus grand nombre de lacs d'eau douce, une industrie aquacole diversifiée, un solide régime réglementaire et un secteur de recherche aquacole de calibre mondial. Le Canada est donc bien placé pour répondre à la demande mondiale croissante de poissons et de fruits de mer et pour le faire de manière durable sur le plan environnemental, économique et social.

Le comité appuie l'objectif visant à doubler la production aquacole canadienne au cours de la prochaine décennie. Afin de favoriser cette croissance durable, le comité propose un ensemble de dix recommandations qui s'articulent autour de cinq grands thèmes : cadre législatif et réglementaire; santé des poissons d'élevage; écosystèmes sains et productifs; recherche et développement; acceptabilité sociale et présentation de rapports destinés au public. La recommandation la plus importante est que Pêches et Océans Canada présente une loi fédérale sur l'aquaculture qui réponde aux préoccupations exprimées au cours des audiences et des missions d'information du comité et qui établisse la pleine mesure de la compétence du gouvernement fédéral.

Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international

Perspectives sur la situation au Venezuela

(Cinquième rapport [intérimaire] déposé au Sénat le 8 juin 2016 –

Document parlementaire n° 1/42-354S)

Le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international a entendu le 11 mai 2016 les témoignages de plusieurs membres de l'Assemblée nationale de la République bolivarienne du Venezuela concernant la situation politique dans ce pays et l'aggravation de la crise économique qui y sévit. Le comité a également entendu les témoignages de fonctionnaires d'Affaires mondiales Canada sur les relations bilatérales qu'entretient le Canada avec le Venezuela.

En tentant de mettre en place de vastes réformes politiques et économiques au Venezuela, l'Assemblée nationale s'est heurtée à une obstruction considérable de la part du gouvernement et de l'appareil judiciaire. Le comité a appris comment les conflits politiques en cours au Venezuela entravent les efforts pour prendre en main l'économie de plus en plus fragile du pays. Dans son rapport, le comité encourage toutes les branches du système politique vénézuélien à entreprendre un dialogue et à parvenir à un compromis sur une gouvernance responsable et efficace dans l'intérêt des Vénézuéliens. Le comité insiste sur l'importance de la primauté du droit dans les sociétés démocratiques. Il souligne que tout pays qui emprisonne des opposants politiques ou qui politise son processus judiciaire porte atteinte aux principes démocratiques et à la confiance de son peuple. Le comité réitère la nécessité de libérer tous les prisonniers politiques. Il invite également le gouvernement du Canada à poursuivre sa collaboration avec le gouvernement du Venezuela et toutes autres parties prenantes pertinentes.

Les accords de libre-échange : Un levier de prospérité économique

(Septième rapport [intérimaire] déposé au Sénat le 7 février 2017 –
Document parlementaire n° 1/42-875S)

Le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international a effectué une vaste étude sur les accords de libre-échange (ALE). Dans le cadre de son étude, le comité a tenu 18 audiences au cours desquelles il a entendu 53 témoins aux différents points de vue, notamment des représentants d'associations de gens d'affaires, des économistes, des universitaires et des fonctionnaires fédéraux chargés de questions liées à la politique commerciale.

Le comité visait, par cette étude, à contribuer aux débats sur les accords de libre-échange suscités par les récentes négociations commerciales. Le rapport met l'accent sur l'importance des échanges commerciaux pour l'économie canadienne et souligne que les ALE sont des outils essentiels pour aider les entreprises canadiennes à soutenir la concurrence et à réussir sur la scène internationale. Le rapport met également l'accent sur le fait que les ALE aident les entreprises à profiter des développements économiques mondiaux, tels que la croissance des chaînes de valeur mondiales. Même si le rapport traite des ALE comme outils de prospérité économique, il souligne que ces ALE ne sont qu'un moyen pour promouvoir cette prospérité parmi une vaste gamme d'instruments de politique économique et commerciale au Canada.

De plus, le rapport souligne qu'aider les Canadiens et les entreprises canadiennes à profiter au maximum des occasions que leur offrent les ALE, et relever adéquatement les défis que posent ces accords, sont deux approches qui devraient ensemble permettre au Canada de tirer davantage profit des échanges commerciaux et de renforcer la confiance du public à l'égard de l'importance du commerce international pour la prospérité de notre pays.

Comité permanent des droits de la personne

Les nombreux oubliés : droits de la personne et transfuges nord-coréens

(Quatrième rapport [intérimaire] déposé au Sénat le 20 juin 2016 –
Document parlementaire n° 1/42-387S)

Le 9 mars 2016, le Comité sénatorial permanent des droits de la personne a entrepris une étude de la situation des droits de la personne en République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord) et du traitement réservé aux transfuges nord-coréens, conformément à l'ordre de renvoi suivant : À étudier l'évolution de diverses questions ayant trait aux droits de la personne et à examiner, entre autres choses, les mécanismes du gouvernement pour que le Canada respecte ses obligations nationales et internationales en matière de droits de la personne.

Le comité a tenu deux réunions et a entendu dix témoins, en plus de recevoir des mémoires. Il a entendu des représentants du gouvernement fédéral, d'organismes non gouvernementaux, de groupes de défense et d'une église, ainsi que des transfuges. Le rapport expose les grandes lignes de leurs témoignages sur la situation des droits de la personne en Corée du Nord, en particulier les droits des transfuges.

Trouver refuge au Canada : l'Histoire de la réinstallation des Syriens

(Cinquième rapport [final] déposé au Sénat le 6 décembre 2016 –
Document parlementaire n° 1/42-833S)

Compte tenu du nombre élevé de réfugiés syriens qui arrivent au Canada dans le cadre de l'initiative #Bienvenueauxréfugiés, le Comité sénatorial permanent des droits de la personne a été incité à examiner le processus de réinstallation et les progrès réalisés par cette cohorte en vue de son intégration dans la société canadienne. Le 14 avril 2016, le Sénat a demandé au Comité sénatorial permanent des droits de la personne d'étudier, pour en faire rapport, les mesures prises pour faciliter l'intégration des réfugiés syriens nouvellement arrivés et régler les problèmes auxquels se butent les réfugiés, les différents ordres de gouvernement, les répondants du secteur privé et les organismes non gouvernementaux.

Le comité a tenu plusieurs audiences à Ottawa et s'est également rendu à Toronto et à Montréal; il a été touché par la détermination des Canadiens à accueillir les réfugiés syriens et le désir des réfugiés syriens de devenir des membres actifs de la société canadienne. Il craignait toutefois que le gouvernement du Canada n'accorde pas suffisamment de ressources pour faciliter l'intégration des réfugiés et a émis dans son rapport plusieurs recommandations pour régler ces questions.

Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles

Justice Différée, Justice Refusée :

L'urgence de réduire les longs délais dans le système judiciaire au Canada

(Huitième rapport [intérimaire] déposé au Sénat le 12 août 2016 –
Document parlementaire n° 1/42-607S)

Les délais dans le traitement des procédures criminelles sont devenus un problème de taille au Canada, car dans de nombreuses affaires criminelles, on tarde trop à prendre une décision finale. Lorsque les tribunaux estiment qu'un accusé s'est vu refuser le droit constitutionnel d'être jugé dans un délai raisonnable (garanti par l'alinéa 11b) de la *Charte canadienne des droits et libertés*), ils peuvent ordonner l'arrêt des procédures. Cela met fin au processus sans qu'on ait terminé un procès sur le fond de l'affaire, ce qui mine la confiance des Canadiens en notre système de justice et peut être très difficile à vivre pour les victimes.

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles a commencé à examiner les façons d'améliorer l'équité et l'efficacité du système de justice pénale du Canada en février 2016 et, en août, il a publié son rapport intérimaire intitulé *Justice Différée, Justice Refusée : L'urgence de réduire les longs délais dans le système judiciaire au Canada*. Ce rapport présentait les conclusions initiales du comité et mettait l'accent sur quatre domaines à améliorer : la gestion des instances et des dossiers par le pouvoir

judiciaire; les nominations à la magistrature par le gouvernement du Canada; de meilleurs processus en matière de méga-procès et des solutions de rechange à la justice pénale traditionnelle, y compris des programmes de justice réparatrice, des modèles de services intégrés, une meilleure assignation des salles d'audience et des tribunaux thérapeutiques; et l'élaboration de meilleures solutions technologiques afin de moderniser les procédures criminelles.

Comité permanent des finances nationales

Mieux planifier, mieux investir : Atteindre le succès en infrastructure

(Douzième rapport [intérimaire] déposé au Sénat le 28 février 2017 –
Document parlementaire n° 1/42-902S)

Certes, il importe d'investir dans l'infrastructure publique. Toutefois, il est essentiel d'investir judicieusement, non seulement pour garantir l'utilisation optimale des deniers publics, mais aussi pour s'assurer que les investissements débouchent sur des avantages économiques à long terme en stimulant l'économie et en accroissant la productivité, et sur une meilleure qualité de vie pour tous les Canadiens. Ce rapport fait état des points positifs des programmes d'infrastructure précédents et des améliorations nécessaires, et il contient six recommandations à l'intention du gouvernement du Canada pour l'exécution de son plan d'infrastructure. Dans le cadre de cette étude, le comité a rencontré 34 témoins à l'occasion de 15 réunions, notamment des experts de différents groupes de réflexion, le directeur parlementaire du budget, la commissaire à l'environnement et au développement durable, des universitaires ainsi que des maires et des représentants de neuf villes canadiennes.

Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense

Déploiements de l'ONU : Prioriser nos engagements au Canada et à l'étranger

(Septième rapport [final] déposé au Sénat le 28 novembre 2016 –
Document parlementaire n° 1/42-808S)

Dans le cadre d'une étude sur l'examen de la politique de défense entrepris par le gouvernement fédéral, le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense s'est penché sur le renouvellement des engagements du Canada à l'égard des opérations de soutien de la paix des Nations Unies. Le comité mentionne dans son rapport les domaines auxquels le Canada pourrait apporter une contribution importante tout en soulignant l'évolution de la nature des opérations de soutien de la paix et les environnements de plus en plus complexes et hostiles dans lesquelles elles se déroulent.

Dans son évaluation des possibilités de renouvellement des engagements du Canada, le comité examine les engagements actuels nationaux et internationaux du pays en matière de défense, et met l'accent sur les lacunes en matière de capacité au sein de ses forces armées, sur la défense continentale au moyen du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) et sur ses engagements en tant que membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Dans son rapport, le comité examine également des façons d'optimiser le soutien du Canada aux opérations des Nations Unies, se penchant principalement sur les contributions au chapitre des effectifs, de l'équipement et du renforcement des capacités. On aborde également la mauvaise répartition des ressources et les allégations de corruption dans le cadre des opérations de maintien de la paix de l'ONU, ainsi que le besoin d'entreprendre des réformes liées aux allégations d'inconduites sexuelles commises par des Casques bleus. Enfin, le comité examine dans son rapport l'engagement de longue date du Canada à l'égard des missions de soutien de la paix de l'ONU, de la Guerre froide aux opérations de l'ère moderne.

Dans ses conclusions, le comité a formulé huit recommandations, notamment que le gouvernement du Canada soumette aux deux Chambres du Parlement un « énoncé justificatif » donnant les détails de tous les déploiements des Nations Unies auxquels participent des troupes canadiennes.

Comité spécial sénatorial sur la modernisation du Sénat

La modernisation du Sénat : Aller de l'avant

(Premier rapport [intérimaire] déposé au Sénat le 4 octobre 2016 –
Document parlementaire n° 1/42-688S)

Le 15 décembre 2015, le Sénat a adopté une motion afin de nommer un comité spécial pour examiner les façons de rendre le Sénat plus efficace dans le cadre constitutionnel actuel. Après avoir entendu, à l'automne 2016, des experts de la Constitution, des universitaires et des spécialistes internationaux des secondes chambres, le comité spécial a présenté son premier rapport intérimaire intitulé *La modernisation du Sénat : Aller de l'avant*, dans lequel il formule 21 recommandations afin de modifier certains aspects du fonctionnement du Sénat. Les recommandations visent à renforcer la capacité de l'institution de jouer son rôle vital qui est de représenter les minorités et les régions, d'étudier des enjeux complexes et d'offrir un second examen objectif.

Dans le but de permettre aux sénateurs de discuter et de débattre des recommandations contenues dans le premier rapport, le comité spécial a décidé de présenter des rapports supplémentaires sur 9 des 21 recommandations clés contenues dans le rapport intérimaire initial. Ces rapports portent sur les projets de loi omnibus, les comités, le *Feuilleton*, les caucus, le rôle du Président, les intérêts régionaux, la télédiffusion, la période de questions et la nature du rôle constitutionnel des sénateurs. De ces neuf rapports, trois ont été adoptés et renvoyés au Comité de la régie interne, des budgets et de l'administration et au Comité du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement.

Comité permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie

La démence au Canada : Une stratégie nationale pour un Canada sensible aux besoins des personnes atteintes de démence

(Sixième rapport [final] déposé au Sénat le 15 novembre 2016 –
Document parlementaire n° 1/42-791S)

Le rapport cite des statistiques de la Société Alzheimer du Canada qui démontrent que l'impact de la démence sur la population canadienne et sur l'économie doublera au cours des 15 prochaines années à mesure que continueront le vieillissement de la population et la croissance des coûts médicaux connexes.

C'est dans ce contexte que le comité a entrepris cette étude visant à déterminer les mesures les plus efficaces et efficaces à prendre pour s'attaquer à la maladie et aux défis que pose son traitement. Dans son rapport, le comité indique que le nombre de Canadiens atteints d'une forme quelconque de démence atteindra 1,4 million d'ici 2031, soit près du double par rapport à 2011.

Dans son rapport, le comité présente 29 recommandations en vue d'aider le nombre grandissant de Canadiens qui développeront une forme de démence. Les sénateurs encouragent fortement le gouvernement à établir immédiatement le Partenariat canadien contre la démence, qui aurait pour mandat d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie nationale sur la démence. Ce partenariat devrait réunir des représentants de tous les ordres de gouvernement et d'organismes de soins de santé, des personnes atteintes de démence et des aidants naturels, des chercheurs et des membres de groupes autochtones.

Comité permanent des transports et des communications

Des pipelines pour le pétrole : protéger notre économie, respecter notre environnement

(Sixième rapport [intérimaire] déposé au Sénat le 7 décembre 2016 –

Document parlementaire n° 1/42-834S)

Au début de 2016, le Comité sénatorial permanent des transports et des communications a entrepris une étude sur l'élaboration d'une stratégie pour faciliter le transport du pétrole brut vers les raffineries de l'Est du Canada et vers les ports situés sur les côtes Atlantique et Pacifique du Canada. Le comité a entendu 110 témoins représentant un vaste éventail de parties intéressées, notamment des dirigeants de l'industrie et du commerce, des membres de Premières Nations, des représentants gouvernementaux, des universitaires et des représentants de groupes environnementalistes. De plus, le comité s'est rendu tant sur la côte Atlantique que sur la côte Pacifique pour y tenir des audiences et y visiter des raffineries et des ports.

Le Canada se classe au troisième rang mondial pour ce qui est des réserves prouvées de pétrole. Or, l'infrastructure énergétique étant insuffisante, le pays dépend des producteurs de pétrole étrangers et doit se contenter de vendre sa production nettement en deçà de sa valeur nationale au marché américain saturé. De toute évidence, une stratégie visant à faciliter le transport du pétrole brut vers les côtes Atlantique et Pacifique du Canada est une nécessité économique, et le comité est d'avis qu'élargir l'infrastructure de pipelines du Canada est l'approche optimale.

Partie II — Profils des comités 2016–2017

Comité permanent des peuples autochtones

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice 2016–2017, le comité a effectué des travaux conformément à un ordre de renvoi portant précisément sur le logement et l'infrastructure dans le Nord. En mars 2017, le comité a présenté son rapport final intitulé *Le logement dans l'Inuit Nunangat : Nous pouvons faire mieux!* À la fin de l'exercice, le comité a commencé à évaluer à quoi pourrait ressembler une nouvelle relation entre le gouvernement et les Premières Nations, les Inuits et les Métis.

- ✧ Le comité a examiné le projet de loi S-3 (Loi modifiant la Loi sur les Indiens [élimination des iniquités fondées sur le sexe en matière d'inscription]). Le comité a tenu plusieurs audiences sur ce projet de loi, lequel était toutefois encore devant le comité à la fin de l'exercice.

B. Rapports au Sénat en 2016–2017*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Troisième	Étude sur les responsabilités constitutionnelles, conventionnelles, politiques et juridiques du gouvernement fédéral à l'égard des Premières nations, des Inuits et des Métis	2016-06-22	30	Étude spéciale dont découle le rapport intérimaire intitulé : <i>Questions relatives au passage des frontières et le Traité de Jay</i>
Quatrième	Étude sur les pratiques exemplaires et les problèmes constants du logement dans les collectivités des Premières Nations et les collectivités inuites du Nunavut, du Nunavik, de Nunatsiavut et des Territoires du Nord-Ouest	2017-02-09	-	Budget
Cinquième	Étude sur les pratiques exemplaires et les problèmes constants du logement dans	2017-03-01	49	Étude spéciale dont découle le rapport final intitulé : <i>Le logement dans</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2016–2017) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

	les collectivités des Premières Nations et les collectivités inuites du Nunavut, du Nunavik, de Nunatsiavut et des Territoires du Nord-Ouest			<i>l'Inuit Nunangat : Nous pouvons faire mieux!</i>
--	--	--	--	---

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2016–2017	33	59,4	31,5	105	3
2015–2016	19	29,9	-	56	6
2014–2015	44	79,4	59,5	135	6
2013–2014	30	49,3	-	72	4
2012–2013	45	73,9	38,5	130	7

D. Dépenses de l'exercice 2016–2017

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	135 725 \$
Dépenses des témoins	<u>26 308 \$</u>
TOTAL	162 033 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2016–2017

(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Présidente

L'honorable sénatrice Lillian Eva Dyck (libérale)

Vice-président

L'honorable sénateur Dennis Glen Patterson (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 9 décembre 2015)

* Au sujet des profils des différents comités :

➤ Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017.

Les honorables sénateurs Beyak, *Carignan, C.P., Dyck, Enverga, Lovelace Nicholas, Moore, Patterson, Plett, Raine, Sibbeston, Tannas et Wells

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Beyak, Boniface, *Carignan, C.P., Dyck, Enverga, *Harder, Lovelace Nicholas, McCoy, McPhedran, Meredith, Moore, Raine, Tannas, Oh, Pate et Patterson

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Atallahjan, Brazeau, Christmas, Martin, Maltais, McIntyre, Mégie, Ngo, Tkachuk et Watt

Greffier du comité

Mark Palmer

Analystes et soutien administratif

Brittany Collier et Sara Fryer (Bibliothèque du Parlement)

Elda Donnelly (adjoind administrative)

Comité permanent de l'agriculture et des forêts

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice, le Comité permanent de l'agriculture et des forêts a reçu quatre ordres de renvoi, soit les suivants :

Réponse du gouvernement au neuvième rapport du Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts, intitulé *L'importance de la santé des abeilles pour une production alimentaire durable au Canada*, déposé et adopté au Sénat le 28 mai 2015.

Étude sur l'acquisition des terres agricoles au Canada et ses retombées potentielles sur le secteur agricole.

Étudier, pour en faire rapport, l'état actuel de la situation concernant l'apparition de cas de tuberculose bovine dans le Sud-Est de l'Alberta, la mise en quarantaine d'exploitations agricoles en Alberta et en Saskatchewan et l'imposition de contrôle de déplacement du bétail.

Étude sur l'impact potentiel des effets du changement climatique sur les secteurs agricole, agroalimentaire et forestier.

Le comité a poursuivi son étude sur l'accès aux marchés internationaux pour le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire, et a tenu des audiences publiques à Ottawa. Dans le cadre de cette étude, le comité s'est rendu à Calgary, en Alberta, du 17 au 20 mai 2016, pour tenir des audiences publiques et effectuer une mission d'information, et il a aussi effectué une mission d'information à Beijing et à Shanghai, en République populaire de Chine, du 1^{er} au 9 novembre 2016.

Le comité a déposé son rapport intérimaire sur l'épidémie de tuberculose bovine en Alberta.

B. Rapports au Sénat en 2016–2017*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Quatrième	Étude sur les priorités du secteur agricole et agroalimentaire canadien en matière d'accès aux marchés internationaux	2016-06-20	-	Budget
Cinquième	Étudier, pour en faire rapport, l'état actuel de la situation concernant l'apparition de cas de tuberculose bovine dans le	2016-12-07	2	Étude spéciale dont découle le rapport intérimaire intitulé : <i>Épidémie de tuberculose bovine en Alberta</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2016–2017) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

	Sud-Est de l'Alberta, la mise en quarantaine d'exploitations agricoles en Alberta et en Saskatchewan et l'imposition de contrôle de déplacement du bétail			
--	---	--	--	--

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2016–2017	39	69,7	29,5	105	2
2015–2016	25	44,3	3,5	99	5
2014–2015	45	73,6	20,7	175	5
2013–2014	27	41,2	26	77	3
2012–2013	34	62,5	40,5	130	5

D. Dépenses de l'exercice 2016–2017

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	119 059 \$
Dépenses des témoins	49 522 \$
TOTAL	168 581 \$

**E. Membres du comité pendant l'exercice 2016–2017
(*Membres d'office)**

1^{re} session, 42^e législature

Président

L'honorable sénateur Ghislain Maltais (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Terry M. Mercer (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 9 décembre 2015)

Les honorables sénateurs Beyak, *Carignan, C.P., Dagenais, Maltais, McIntyre, Mercer, Merchant, Moore, Ogilvie, Oh, Plett, Tardif et Unger

* Au sujet des profils des différents comités :

➤ Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017.

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Beyak, Bernard, *Carignan, C.P., Dagenais, Gagné, *Harder, Maltais, McCoy, Mercer, Merchant, Ogilvie, Oh, Petitclerc, Plett, Pratte, Smith, Tardif et Woo

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Ataullahjan, Boisvenu, Duffy, Enverga, Galvez, Omidvar, Martin, Raine, Runciman, Tannas et Tkachuk

Greffier du comité

Kevin Pittman

Analystes et soutien administratif

Aïcha Coulibaly (Bibliothèque du Parlement)
Danièle Lafrance (Bibliothèque du Parlement)
Debbie Larocque (adjoindte administrative)

Comité permanent des banques et du commerce

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice, le comité a étudié deux projets de loi, la teneur de deux projets de loi budgétaires ainsi que deux propositions relatives aux frais d'utilisation. Il a aussi entrepris deux études spéciales et procédé à un examen des questions générales relatives au système financier national.

Le comité a tenu une réunion et entendu huit témoins, notamment le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, dans le cadre de son étude sur le projet de loi C-11 : Loi modifiant la Loi sur le droit d'auteur (accès des personnes ayant des déficiences perceptuelles aux œuvres ou autres objets du droit d'auteur protégés). Dans son rapport de juin 2016, le comité a adopté le projet de loi sans amendement.

Le comité a tenu une réunion et a entendu trois témoins, notamment la secrétaire parlementaire du ministre des Finances, dans le cadre de son étude sur le projet de loi S-4, Loi mettant en œuvre une convention et un arrangement en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et modifiant une loi relative à un accord semblable. Dans son huitième rapport, le comité a adopté le projet de loi sans amendement.

En juin 2016, le comité a étudié la teneur des éléments des sections 3, 4, 5, 6 et 10 de la partie 4 du projet de loi C-15, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2016 et mettant en œuvre d'autres mesures. Le comité a tenu trois réunions et entendu 13 témoins, notamment des représentants d'un ministère fédéral et d'autres institutions fédérales ainsi que des représentants du secteur des services financiers. Dans son rapport de juin, le comité a rendu compte des témoignages entendus relativement aux diverses sections examinées.

En décembre 2016, le comité a étudié la teneur des éléments des sections 3, 4, 5, 6 et 7 de la partie 4 du projet de loi C-29, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2016 et mettant en œuvre d'autres mesures. Le comité a tenu deux réunions dans le cadre desquelles il a entendu neuf représentants de deux ministères fédéraux ainsi que des représentants des secteurs universitaire et financier. Dans son rapport de juin, le comité a souligné le témoignage relatif aux diverses sections examinées. Le comité a également mentionné qu'il était d'avis que le cadre de protection des consommateurs de produits et services financiers proposé à la section 5 devrait être examiné en profondeur lors de l'examen de la *Loi* en 2019.

En février 2017, le comité a examiné les propositions relatives aux frais d'utilisation intitulées « Proposition de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada relative aux droits d'utilisation pour les brevets, datée de septembre 2016, conformément à la Loi sur les frais d'utilisation, L.C. 2004, ch. 6, par. 4(2) » et « Proposition de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada relative aux droits d'utilisation pour les marques de commerce, datée de septembre 2016, conformément à la Loi sur les frais d'utilisation, L.C. 2004, ch. 6, par. 4(2) » dans le cadre d'une réunion avec trois témoins. Le comité a recommandé que les deux types de frais d'utilisation soient approuvés.

Le 28 septembre 2016, le Sénat a autorisé le Comité à effectuer un bref examen du fonctionnement et des pratiques de la Commission du droit d'auteur du Canada. Le comité a reçu 16 témoins dans le cadre de deux réunions afin d'examiner les aspects choisis du fonctionnement et des pratiques de la Commission. Des témoins de la Commission, de sociétés de gestion des droits d'auteur et du milieu culturel et

universitaire ont témoigné sur les sujets suivants concernant la Commission : les délais associés à ses processus décisionnels, l'imprévisibilité de ses décisions, les questions nécessitant un complément d'étude relativement à ses pratiques et les autres organismes dont elle pourrait s'inspirer ou solliciter l'aide. Les commentaires des témoins sur ces sujets ont convaincu le comité de recommander, dans son rapport final publié le 30 novembre 2016, l'inclusion urgente de la Commission dans l'examen législatif de la *Loi sur le droit d'auteur* de 2017.

En juin 2016, après quatre mois d'étude et d'examen, le comité a publié son rapport sur les barrières au commerce intérieur canadien. Le comité a entendu des intervenants gouvernementaux et non gouvernementaux de partout au Canada donner leur point de vue sur les barrières au commerce intérieur ou dire de quelle façon elles les touchent. En tout, 42 personnes ont témoigné à Ottawa, et, durant sa mission d'information à Vancouver et à Calgary, le comité a entendu dix groupes et personnes. Le rapport intitulé *Des murs à démolir : Démantèlement des barrières au commerce intérieur au Canada* contenait sept recommandations soulignant les mesures qu'il faut prendre afin de faire des progrès et pressait les gouvernements canadiens d'agir sans plus tarder.

B. Rapports au Sénat en 2016–2017*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Quatrième	Teneur des éléments des sections 3, 4, 5, 6 et 10 de la partie 4 du projet de loi C-15, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2016 et mettant en œuvre d'autres mesures	2016-06-09	13	Teneur des éléments du projet de loi C-15
Cinquième	Étude de questions liées aux barrières au commerce intérieur	2016-06-13	41	Étude spéciale dont découle le rapport final intitulé : <i>Des murs à démolir : Démantèlement des barrières au commerce intérieur au Canada</i>
Sixième	Projet de loi C-11 : Loi modifiant la Loi sur le droit d'auteur (accès des personnes ayant des déficiences perceptuelles	2016-06-16	7	Projet de loi C-11

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2016–2017) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

	aux œuvres ou autres objets du droit d'auteur protégés)			
Septième	Examiner le fonctionnement et les pratiques de la Commission du droit d'auteur et formuler des recommandations	2016-11-30	16	Étude spéciale dont découle le rapport final intitulé : <i>Commission du droit d'auteur : Argument pour la tenue d'un examen de toute urgence</i>
Huitième	Projet de loi S-4, Loi mettant en œuvre une convention et un arrangement en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et modifiant une loi relative à un accord semblable	2016-12-05	3	Projet de loi S-4
Neuvième	Teneur des éléments des sections 3, 4, 5, 6 et 7 de la partie 4 du projet de loi C-29, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2016 et mettant en œuvre d'autres mesures	2016-12-05	18	Teneur des éléments du projet de loi C-29
Dixième	Proposition de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada relative aux droits d'utilisation pour les brevets, datée de septembre 2016, conformément à la Loi sur les frais d'utilisation, L.C. 2004, ch. 6, par. 4(2)	2016-02-07	-	Étude spéciale
Onzième	Proposition de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada relative aux droits d'utilisation pour les brevets, datée de septembre 2016, conformément à la Loi sur les frais d'utilisation, L.C. 2004, ch. 6, par. 4(2)	2016-02-07	3	Étude spéciale

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2016–2017	43	63,8	11,8	157	8
2015–2016	24	27,9	-	45	7
2014–2015	40	58,2	19,5	169	5
2013–2014	31	42	-	113	6
2012–2013	44	65,4	15,8	159	8

D. Dépenses de l'exercice 2016–2017

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	24 227 \$
Dépenses des témoins	<u>26 325 \$</u>
TOTAL	50 552 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2016–2017

(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Président

L'honorable sénateur David Tkachuk (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Joseph A. Day (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 9 décembre 2015)

Les honorables sénateurs Bellemare, Black, Campbell, *Carignan, C.P., *Cowan, Day, Gerstein, Greene, Hervieux-Payette, C.P., Maltais, Massicotte, Ringuette, Smith, Tannas et Tkachuk

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Black, Campbell, *Carignan, C.P., Day, Enverga, Greene, *Harder, Massicotte, Moncion, Plett, Ringuette, Smith, Tannas, Tardif, Tkachuk, Wallin et Wetston

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Bellemare, Doyle, Galvez, Gold, Lang, MacDonald, Manning, Marshall, McIntyre, Mockler, Oh, Patterson et Unger

Greffière du comité

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017.

Lynn Gordon

Analystes et soutien administratif

Dylan Gowans (Bibliothèque du Parlement)

Brett Stuckey (Bibliothèque du Parlement)

Michaël Lambert-Racine (Bibliothèque du Parlement)

Adriane Yong (Bibliothèque du Parlement)

Julie Flannery (adjoindte administrative)

Lori Meldrum (adjoindte administrative)

Comité permanent sur l'éthique et les conflits d'intérêts des sénateurs

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent sur l'éthique et les conflits d'intérêts des sénateurs a été instauré en vertu du *Règlement du Sénat* afin de s'occuper de toute question relative au *Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts des sénateurs*, et afin de donner des directives générales au conseiller sénatorial en éthique. Le *Code* décrit en détail les responsabilités du comité. Le Sénat a adopté le *Code* en 2005, puis l'a modifié à quatre reprises, soit en mai 2008, en mai 2012 et en avril et juin 2014. Toutes les modifications apportées au *Code* provenaient de recommandations faites par le comité.

La composition du comité est déterminée par un processus différent des autres comités. Conformément aux dispositions du *Code*, deux membres sont élus par scrutin secret par les sénateurs du caucus du gouvernement, et deux autres par scrutin secret par les sénateurs du caucus de l'opposition. Le cinquième membre est nommé par ces quatre membres élus. Quant au président du comité, il est élu par au moins quatre membres du comité. Les membres du comité forment une autorité intersessionnelle lors des périodes de prorogation ou de dissolution du Parlement, et ce, jusqu'à la constitution d'un nouveau comité dans la nouvelle session parlementaire.

B. Rapports au Sénat en 2016–2017*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Séance d'organisation	2016-12-15	-	Article 12-26 du Règlement — Dépenses de 41-2

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins
2016–2017	4	5,8	-	1

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2016–2017) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017.

2015–2016	6	4,3	2	1
2014–2015	14	15,7	9	3
2013–2014	14	16,9	6	4
2012–2013	3	1,8	4	1

D. Dépenses de l'exercice 2016–2017

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	NÉANT
TOTAL	NÉANT

E. Membres du comité pendant l'exercice 2016–2017

1^{re} session, 42^e législature

Présidente

L'honorable sénatrice Raynell Andreychuk (conservatrice)

Vice-président

L'honorable sénateur Serge Joyal, C.P. (libéral)

Membres du comité (composition adoptée par motion du Sénat)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Joyal, C.P., Patterson, Sinclair et Wetston

Greffier du comité

Blair Armitage

Analyste et soutien administratif

Dara Lithwick (Bibliothèque du Parlement)

Debbie Larocque (adjointe administrative)

Comité permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice, le comité a entrepris une étude spéciale et l'examen d'un projet de loi.

En avril 2016, le comité a entrepris une nouvelle étude sur les effets de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Le comité poursuit ses audiences publiques et ses réunions d'information sur cette question cruciale en vue de faire des recommandations pour aider le gouvernement fédéral à atteindre ses objectifs de réduction des émissions de carbone, d'ici le 30 septembre 2017 au plus tard.

Dans le cadre de cette étude spéciale, le comité a tenu 38 réunions et entendu 96 témoins, dont des hauts fonctionnaires, des représentants des services d'électricité et de l'industrie, des experts en matière d'énergie, des étudiants d'université, d'importants consommateurs d'énergie et des membres d'organisations environnementales. Le 7 mars 2017, le comité a publié un premier rapport intérimaire qui porte sur le secteur de l'électricité au Canada. Le comité espère publier quatre autres rapports intérimaires et un rapport final qui comportera des recommandations à l'intention du gouvernement fédéral.

Dans le cadre de cette étude sur la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, le comité a participé à trois missions d'information au cours de l'exercice. Du 2 au 7 octobre 2016, le comité a visité des sites et participé à des réunions d'information dans l'Ouest canadien, soit à Vancouver, à Kitimat et à Prince George (Colombie-Britannique) ainsi qu'à Calgary (Alberta) et à Estevan (Saskatchewan). Du 14 au 17 novembre 2016, le comité s'est rendu à Sarnia et à Hamilton, en Ontario, et les 7 et 8 février 2017, les membres du comité se sont rendus à Montréal et à Varennes (Québec).

En février 2017, le comité a commencé son examen du projet de loi S-229, Loi concernant la sûreté des infrastructures souterraines. Il a reçu deux témoins et tenu une réunion sur le sujet.

B. Rapports au Sénat en 2016–2017*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Deuxième	Étude sur les effets de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone	2016-06-16	-	Budget
Troisième	Étude sur les effets de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone	2016-10-27	-	Budget — fonds supplémentaires

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2016–2017) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

Quatrième	Étude sur les effets de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone	2016-12-08	-	Budget — fonds supplémentaires
Cinquième	Étude sur les effets de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone	2017-03-07	91	Étude spéciale dont découle le rapport intérimaire intitulé : <i>Positionner le secteur de l'électricité canadien : vers un avenir restreint en carbone</i>

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2016–2017	38	60,8	76,3	95	4
2015–2016	16	20,3	-	52	7
2014–2015	38	53,5	40,7	128	8
2013–2014	34	47,2	64,5	106	8
2012–2013	30	48,3	24,5	96	4

D. Dépenses de l'exercice 2016–2017

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	83 699 \$
Dépenses des témoins	<u>17 788 \$</u>
TOTAL	101 487 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2016–2017

(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Président

L'honorable sénateur Richard Neufeld (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Paul J. Massicotte (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 9 décembre 2015)

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017.

Les honorables sénateurs Bellemare, *Carignan, C.P., Frum, Johnson, MacDonald, Massicotte, McCoy, Mitchell, Mockler, Neufeld, Patterson, Ringuette et Seidman

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Black, *Carignan, C.P., Day, Fraser, Griffin, *Harder, C.P., Lang, MacDonald, Massicotte, McCoy, Meredith, Mockler, Neufeld, Omidvar, Patterson, Seidman et Wetston

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Atallahjan, Black, Dean, Doyle, Duffy, Enverga, Frum, Galvez, Greene, Martin, McIntyre, Mitchell, Raine, Runciman et Tannas

Greffière du comité

Maxime Fortin

Analystes et soutien administratif

Sam Banks (Bibliothèque du Parlement)

Jesse Good (Bibliothèque du Parlement) (depuis mars 2017)

Marc LeBlanc (Bibliothèque du Parlement)

Brigitte Martineau (adjoindte administrative)

Comité permanent des pêches et des océans

A. Renseignements généraux

Le 9 décembre 2013, le Comité permanent des pêches et des océans a été autorisé à étudier la réglementation sur l'aquaculture ainsi que les défis actuels et les perspectives d'avenir de l'industrie au Canada. Les audiences concernant cette étude ont commencé en janvier 2014 et se sont poursuivies jusqu'en juin 2015. Au cours de l'étude, le comité a organisé des missions d'information en Colombie-Britannique, sur la côte Est du Canada ainsi qu'en Écosse et en Norvège. Il a aussi tenu des audiences publiques à Nanaimo, en Colombie-Britannique, à Gander, à Terre-Neuve-et-Labrador, à Halifax, en Nouvelle-Écosse, et à Moncton, au Nouveau-Brunswick. Le rapport final sur l'aquaculture du comité compte trois volumes et a été déposé pour la première fois auprès du greffier du Sénat le 30 juillet 2015. Le rapport a été repris à la première session de la 42^e législature du Parlement et déposé au Sénat le 21 juin 2016 dans le but de demander une réponse du gouvernement, laquelle a été déposée le 1^{er} novembre 2016.

Le 8 mars 2016, le comité a examiné le projet de loi S-208, Loi instituant la Journée nationale des produits du phoque, et en a fait rapport au Sénat avec un amendement. L'amendement avait pour but de remplacer le mot « Aboriginal » par le mot « Indigenous » à quatre endroits dans la version anglaise du projet de loi. Il a été adopté à la troisième lecture au Sénat le 3 mai 2016, puis a été envoyé à la Chambre des communes. Le Comité permanent des pêches et des océans de la Chambre des communes a fait rapport du projet de loi sans amendement à la Chambre le 23 février 2017.

L'examen du projet de loi S-203, Loi modifiant le Code criminel et d'autres lois (fin de la captivité des baleines et des dauphins), a été confié au Comité des pêches et des océans le 23 novembre 2016. Le comité a commencé l'étude du projet de loi le 28 février 2017 en entendant le témoignage de l'ancien sénateur Wilfred Moore, qui était le parrain du projet de loi avant de prendre sa retraite du Sénat. Le comité a reçu plusieurs autres témoins jusqu'au 31 mars 2017, et il s'attend à en entendre quelques autres avant de faire cheminer le projet de loi.

B. Rapports au Sénat en 2016–2017*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Troisième	Étude sur les activités de recherche et sauvetage maritime, y compris les défis et les possibilités qui existent	2016-06-20	-	Budget
Quatrième	Étude sur la réglementation de l'aquaculture, les défis actuels et les perspectives	2016-06-21	-	Étude spéciale dont découle le rapport final intitulé : <i>Rapport sur l'aquaculture</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2016–2017) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

	d'avenir de l'industrie au Canada			
Cinquième	Étude sur les activités de recherche et sauvetage maritime, y compris les défis et les possibilités qui existent	2016-11-01	-	Budget — fonds supplémentaires

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2016–2017	27	46,9	33	90	3
2015–2016	10	8,8	-	2	6
2014–2015	27	49,3	69,0	113	5
2013–2014	15	20,5	15,5	39	5
2012–2013	22	40,8	-	57	3

D. Dépenses de l'exercice 2016–2017

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	85 755 \$
Dépenses des témoins	14 092 \$
TOTAL	99 847 \$

**E. Membres du comité pendant l'exercice 2016–2017
(*Membres d'office)**

1^{re} session, 42^e législature

Président

L'honorable sénateur Fabian Manning (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Elizabeth Hubley (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 9 décembre 2015)

Les honorables sénateurs *Carignan, C.P. Enverga, Hubley, Lovelace Nicholas, Manning, Martin, McInnis, Munson, Poirier, Raine, Stewart Olsen, Watt et Wells

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017.

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs *Carignan, C.P., Enverga, Forest, Gold, *Harder, C.P., Hartling, Hubley, Manning, McInnis, McCoy, Munson, Omidvar, Poirier, Raine, Sinclair, Stewart Olsen et Watt

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Atallahjan, Baker, C.P., Black, Christmas, Doyle, Eaton, Frum, Lang, Marshall, Plett, Runciman, Tannas, Tkachuk et Unger

Greffier du comité

Maxwell Hollins

Analystes et soutien administratif

Odette Madore (Bibliothèque du Parlement)

Annie Trudel (adjointe administrative)

Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international

A. Renseignements généraux

Durant la première partie de l'exercice, le comité a poursuivi ses audiences sur les avantages et les défis qui découlent de la négociation et de la mise en œuvre d'accords de libre-échange, sur la situation du Venezuela, sur les faits nouveaux en matière de politique et d'économie en Argentine ainsi que sur la collaboration bilatérale Canada-Mexique dans le contexte des changements touchant les relations entre les pays nord-américains. Il a également organisé des réunions au cours desquelles on lui a fourni des mises à jour et des informations sur la situation dans divers pays et régions afin qu'il puisse surveiller l'évolution de certaines questions, mieux comprendre les grands enjeux et évaluer leurs conséquences éventuelles sur la dynamique régionale et mondiale, ainsi que sur les politiques, les intérêts et les programmes du Canada.

En juin 2016, le comité a publié un rapport intérimaire intitulé *Perspectives sur la situation au Venezuela* après avoir entendu les témoignages de plusieurs membres de l'Assemblée nationale de la République bolivarienne du Venezuela concernant la situation politique dans ce pays et l'aggravation de la crise économique qui y sévit. Dans le cadre de son étude sur les faits nouveaux en matière de politique et d'économie en Argentine, le comité s'est rendu à Buenos Aires (Argentine), du 17 au 24 septembre 2016, pour y effectuer une mission d'information. De plus, le comité a examiné le projet de loi C-13, Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues, la Loi sur les produits dangereux, la Loi sur les dispositifs émettant des radiations, la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999), la Loi sur les produits antiparasitaires et la Loi canadienne sur la sécurité des produits de consommation et apportant des modifications connexes à une autre loi, et le projet de loi S-226, Loi prévoyant la prise de mesures restrictives contre les étrangers responsables de violations graves de droits de la personne reconnus à l'échelle internationale et apportant des modifications connexes à la Loi sur les mesures économiques spéciales et à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés. Ces deux projets de loi ont fait l'objet d'un rapport sans amendement.

Durant la deuxième partie de l'exercice, le comité a examiné le projet de loi S-219, Loi visant à dissuader l'Iran de parrainer des actes constituant du terrorisme, de l'incitation à la haine et des violations des droits de la personne, le projet de loi C-30, Loi portant mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et ses États membres et comportant d'autres mesures, et le projet de loi C-31, Loi portant mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et l'Ukraine.

En février 2017, après 10 mois d'étude et d'examen, le comité a publié son rapport intitulé *Les accords de libre-échange : Un levier de prospérité économique*. Dans le cadre de son étude, le comité a tenu 18 audiences au cours desquelles il a entendu 53 témoins, notamment des représentants d'associations de gens d'affaires, des économistes, des universitaires et des fonctionnaires fédéraux chargés de questions liées à la politique commerciale. Le rapport contenait neuf recommandations qui visaient, entre autres, à renforcer l'économie par le commerce et la transparence du pays dans sa recherche d'accords internationaux. Dans le cadre de son étude sur la collaboration entre le Canada et le Mexique, le comité s'est rendu à Mexico (Mexique), du 7 au 9 mars 2017, pour y effectuer une mission d'information.

B. Rapports au Sénat en 2016–2017*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Troisième	Étude sur le potentiel de renforcement de la coopération avec le Mexique depuis le dépôt du rapport du comité, en juin 2015, intitulé : <i>Voisins nord-américains : maximiser les occasions et renforcer la coopération pour accroître la prospérité</i>	2016-04-14	-	Budget
Quatrième	Étude sur les faits nouveaux en matière de politique et d'économie en Argentine dans le cadre de leur répercussion possible sur les dynamiques régionale et globale, dont les politiques et intérêts du Canada, et d'autres sujets connexes	2016-04-14	-	Budget
Cinquième	Étude sur les relations étrangères et le commerce international en général	2016-06-08	7	Étude spéciale dont découle le rapport intérimaire intitulé : <i>Perspectives sur la situation au Venezuela</i>
Sixième	Projet de loi C-13, Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues, la Loi sur les produits dangereux, la Loi sur les dispositifs émettant des radiations, la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999), la Loi sur les produits antiparasitaires et la Loi canadienne sur la sécurité des produits de consommation et apportant	2016-11-24	11	Projet de loi C-13

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2016–2017) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

	des modifications connexes à une autre loi			
Septième	Étude sur les relations étrangères et le commerce international en général	2017-02-07	53	Étude spéciale dont découle le rapport intérimaire intitulé : <i>Les accords de libre-échange : Un levier de prospérité économique</i>
Huitième	Projet de loi S-226, Loi prévoyant la prise de mesures restrictives contre les étrangers responsables de violations graves de droits de la personne reconnus à l'échelle internationale et apportant des modifications connexes à la Loi sur les mesures économiques spéciales et à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	2017-02-07	8	Projet de loi S-226
Neuvième	Étude sur le potentiel de renforcement de la coopération avec le Mexique depuis le dépôt du rapport du comité, en juin 2015, intitulé : <i>Voisins nord-américains : maximiser les occasions et renforcer la coopération pour accroître la prospérité</i>	2017-03-28	-	Budget — fonds supplémentaires

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2016–2017	38	46,6	36,8	104	7
2015–2016	21	25,3	-	49	5
2014–2015	40	50,9	30,0	125	6

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017.

2013–2014	29	38,2	-	77	5
2012–2013	32	45,2	36,2	93	9

D. Dépenses de l'exercice 2016–2017

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	124 355 \$
Dépenses des témoins	9 805 \$
TOTAL	134 160 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2016–2017
 (*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Présidente

L'honorable sénatrice Raynell Andreychuk (conservatrice)

Vice-président

L'honorable sénateur Percy E. Downe (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 9 décembre 2015)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Ataullahjan, *Carignan, C.P., Cordy, Dawson, Downe, Housakos, Johnson, Ngo, Oh, Poirier, Rivard et Smith, C.P.

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Ataullahjan, Bovey, *Carignan, C.P., Cools, Cordy, Dawson, Downe, Eaton, Gold, Harder, C.P., Housakos, Marwah, Ngo, Oh, Saint-Germain et Woo

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Beyak, Duffy, Lankin, C.P., Maltais, Marshall, Martin, Munson, Patterson, Raine, Unger et Wells

Greffière du comité

Marie-Ève Belzile

Analystes et soutien administratif

Natalie Mychajlyszyn (Bibliothèque du Parlement)

Pascal Tremblay (Bibliothèque du Parlement)

Debbie Larocque (adjointe administrative)

Comité permanent des droits de la personne

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent des droits de la personne a poursuivi et terminé un certain nombre d'études au cours de l'exercice 2016–2017. Plus particulièrement, le comité a produit des rapports sur les transfuges nord-coréens et sur la réinstallation des Syriens. De plus, le comité a entrepris une étude des droits de la personne des prisonniers dans les établissements fédéraux, laquelle se poursuit.

B. Rapports au Sénat en 2016–2017*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Troisième	Étude sur les mesures prises pour faciliter l'intégration des réfugiés syriens nouvellement arrivés et les aider à surmonter les difficultés qu'ils vivent, notamment par les divers ordres de gouvernement, les répondants du secteur privé et les organismes non gouvernementaux	2016-05-12	-	Budget
Quatrième	Questions ayant trait aux droits de la personne et examiner, entre autres choses, les mécanismes du gouvernement pour que le Canada respecte ses obligations nationales et internationales en matière de droits de la personne	2016-06-20	10	Étude spéciale dont découle le rapport intérimaire intitulé : <i>Les nombreux oubliés : Droits de la personne et transfuges nord-coréens</i>
Cinquième	Étude sur les mesures prises pour faciliter l'intégration des réfugiés syriens nouvellement arrivés et les aider à surmonter les difficultés qu'ils vivent, notamment par les divers	2016-12-06	31	Étude spéciale dont découle le rapport final intitulé : <i>Trouver refuge au Canada : l'Histoire de la réinstallation des Syriens</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2016–2017) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

	ordres de gouvernement, les répondants du secteur privé et les organismes non gouvernementaux			
--	---	--	--	--

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2016–2017	25	47,3	9	90	3
2015–2016	15	26,6	-	49	6
2014–2015	21	43,3	-	120	7
2013–2014	15	28,8	-	81	8
2012–2013	20	48,9	7,5	164	6

D. Dépenses de l'exercice 2016–2017

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	18 839 \$
Dépenses des témoins	<u>12 764 \$</u>
TOTAL	31 603 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2016–2017

(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Président

L'honorable sénateur Jim Munson (libéral)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Salma Ataullahjan (conservatrice)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 9 décembre 2015)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Ataullahjan, *Carignan, C.P., Cordy, Frum, Hubley, Munson, Nancy Ruth, Ngo et Plett

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

* Au sujet des profils des différents comités :

➤ Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017.

Les honorables sénateurs Andreychuk, Ataullahjan, Bernard, *Carignan, C.P., *Harder, Hartling, Hubley, Ngo, Martin, McPhedran, Munson, Omidvar, Pate et Unger

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Beyak, Fraser, Gagné, Maltais, Mockler, Poirier et Oh

Greffier du comité

Mark Palmer

Analystes et soutien administratif

Julia Nicol (Bibliothèque du Parlement)

Jean-Philippe Duguay (Bibliothèque du Parlement)

Elda Donnelly (adjoindte administrative)

Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration

A. Renseignements généraux

Le comité a pour mandat d'examiner toutes les questions financières ou administratives se rapportant à la gestion interne du Sénat. Il étudie et approuve les demandes budgétaires des comités, il établit des directives et des politiques sur des questions telles que les frais de déplacement et les dépenses de recherche des sénateurs, et statue sur la régularité de l'utilisation des ressources du Sénat. Il convient de souligner que le comité est autorisé à exécuter son mandat de sa propre initiative, c'est-à-dire sans devoir attendre un ordre de renvoi du Sénat (article 12-7(1) du Règlement).

B. Rapports au Sénat en 2016–2017*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Quatrième	Conformément à l'article 12-7(1), étude des questions financières et administratives	2016-04-14	-	Rapport annuel des associations parlementaires sur leurs activités et dépenses pour 2014–2015
Cinquième	Conformément à l'article 12-7(1), étude des questions financières et administratives	2016-04-14	-	Rapports de voyages à l'étranger
Sixième	Conformément à l'article 12-7(1), étude des questions financières et administratives	2016-05-17	-	Budgets des comités — Mesures législatives
Septième	Conformément à l'article 12-7(1), étude des questions financières et administratives	2016-09-29	-	Rapports de dépenses post-activités des comités du Sénat pour 2014–2015
Huitième	Conformément à l'article 12-7(1), étude des questions financières et administratives	2016-11-01	-	États financiers du Sénat du Canada pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2016–2017) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

Neuvième	Conformément à l'article 12-7(1), étude des questions financières et administratives	2016-11-01	-	Rapport annuel des associations parlementaires sur leurs activités et dépenses pour 2015–2016
Dixième	Conformément à l'article 12-7(1), étude des questions financières et administratives	2016-12-12	-	Budget du Sénat pour l'exercice 2017–2018
Onzième	Approuver du financement pour le Groupe des sénateurs indépendants pour l'exercice financier courant et pour l'exercice financier 2017–2018	2017-02-09	-	Prévisions de budgets du Sénat 2017–2018

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2016–2017	24	33,3	24	8
2015–2016	18	22,4	2	5
2014–2015	25	32,9	19	10
2013–2014	21	34,7	30	11
2012–2013	23	24,7	17	10

D. Dépenses de l'exercice 2016–2017

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
TOTAL	NÉANT

E. Membres du comité pendant l'exercice 2016–2017 (*Membres d'office)

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017.

1^{re} session, 42^e législature

Président

L'honorable sénateur Leo Housakos (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Jane Cordy (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 9 décembre 2015)

Les honorables sénateurs Batters, Campbell, *Carignan, C.P., Cordy, Downe, Doyle, Housakos, Jaffer, Lang, Manning, Marshall, Munson, Smith, Tannas, Tkachuk et Wells

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Batters, Campbell, *Carignan, C.P., Cordy, Downe, Dupuis, *Harder, Housakos, Jaffer, Lankin, C.P., Marshall, Marwah, McCoy, Mitchell, Munson, Omidvar, Smith, Tannas, Tkachuk et Wells

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Ataullahjan, Dawson, Eaton, Frum, Hubley, Martin, Mockler, Ngo, Plett, Saint-Germain, Wallace et White

Greffière du comité

Nicole Proulx (dirigeante principale des services corporatifs et greffière du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration)

Soutien administratif au Secrétariat de la régie interne

Daniel Charbonneau (greffier de procédure et secrétaire de séance) (depuis octobre 2016)

Jodi Turner (greffière de procédure et secrétaire de séance) (jusqu'à octobre 2016)

Victoria Deng (adjointe administrative et greffière législative) (jusqu'à janvier 2017)

Karine Déquier (adjointe administrative) (jusqu'à mai 2016)

Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles est depuis toujours l'un des comités les plus occupés du Sénat. La majeure partie de son travail consiste à étudier des mesures législatives, mais le comité entreprend parfois des études spéciales approfondies sur des questions qui relèvent de son mandat.

Au cours de l'exercice, le comité a terminé ses audiences dans le cadre de son étude spéciale sur les délais dans le système de justice pénale du Canada. En tout, il a entendu 139 témoins (75 au cours de l'exercice), notamment la ministre fédérale de la Justice; d'anciens juges et des juges en exercice; des avocats (de la Couronne et de la défense); des représentants de gouvernements (fédéral, provinciaux et territoriaux); des juristes et des universitaires; des victimes et des groupes de victimes; des représentants d'organismes autochtones et du Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones; des fournisseurs de services sociaux; des policiers et des agents de probation; des experts en sécurité publique, en santé mentale et en toxicomanie; des employés de palais de justice; et des experts en technologie.

De plus, au printemps, le comité a réalisé une étude préalable sur le projet de loi C-14, Loi modifiant le Code criminel et apportant des modifications connexes à d'autres lois (aide médicale à mourir), et l'a examiné. À l'automne, le comité a entrepris une étude des rapports du directeur général des élections sur la 42^e élection générale.

Au cours de l'exercice, le comité a examiné trois projets de loi émanant du gouvernement, six projets de loi émanant des députés ou projets de loi d'intérêt public émanant du Sénat et un projet de loi d'intérêt privé.

B. Rapports au Sénat en 2016–2017*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Troisième	Teneur du projet de loi C-14, Loi modifiant le Code criminel et apportant des modifications connexes à d'autres lois (aide médicale à mourir)	2016-05-17	66	Étude sur la teneur du projet de loi C-14
Quatrième	Projet de loi C-14, Loi modifiant le Code criminel et apportant des modifications connexes à d'autres lois (aide médicale à mourir)	2016-06-07	11	Projet de loi C-14

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2016–2017) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

Cinquième	Projet de loi S-1001, Loi autorisant La Capitale sécurité financière, compagnie d'assurance à demander sa prorogation en tant que personne morale régie par les lois de la province de Québec	2016-06-09	2	Projet de loi S-1001
Sixième	Projet de loi S-225, Loi modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances (substances utilisées dans la production de fentanyl)	2016-06-10	9	Projet de loi S-225
Septième	Projet de loi S-217, Loi modifiant le Code criminel (détention sous garde)	2016-06-16	8	Projet de loi S-217
Huitième	Étude des questions relatives aux délais dans le système de justice pénale au Canada	2016-08-12	75	Étude spéciale dont découle le rapport intérimaire intitulé : <i>Justice Différée, Justice Refusée : L'urgence de réduire les longs délais dans le système judiciaire au Canada</i>
Neuvième	Projet de loi S-230, Loi modifiant le Code criminel (conduite avec les capacités affaiblies par les drogues)	2016-12-08	13	Projet de loi S-230
Dixième	Projet de loi S-215, Loi modifiant le Code criminel (peine pour les infractions violentes contre les femmes autochtones)	2016-12-08	7	Projet de loi S-215
Onzième	Projet de loi C-4, Loi modifiant le Code canadien du travail, la Loi sur les relations de travail au Parlement, la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique et la Loi de l'impôt sur le revenu	2017-02-09	11	Projet de loi C-4
Douzième	Projet de loi C-224 Loi modifiant la Loi	2017-03-07	10	Projet de loi C-224

	réglémentant certaines drogues et autres substances (aide lors de surdose)			
Treizième	Projet de loi S-231, Loi modifiant la Loi sur la preuve au Canada et le Code criminel (protection des sources journalistiques)	2017-03-09	20	Projet de loi S-231

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2016–2017	50	94,5	13,5	270	11
2015–2016	30	51,2	-	168	9
2014–2015	53	104,1	-	269	21
2013–2014	31	56,1	5,2	120	11
2012–2013	40	66,1	-	144	13

D. Dépenses de l'exercice 2016–2017

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	100 294 \$
Dépenses des témoins	78 363 \$
TOTAL	178 657 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2016–2017

(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Président

L'honorable sénateur Bob Runciman (conservateur)

Vice-présidents

* Au sujet des profils des différents comités :

➤ Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017.

L'honorable sénatrice Mobina Jaffer (libérale) (jusqu'au 9 juin 2016)

L'honorable sénateur George Baker, C.P. (libéral) (depuis le 9 juin 2016)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 9 décembre 2015)

Les honorables sénateurs Baker, C.P., Batters, *Carignan, C.P., Dagenais, Fraser, Jaffer, Joyal, C.P., McInnis, McIntyre, Plett, Runciman, Sinclair et White

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Baker, C.P., Batters, Boisvenu, Boniface, *Carignan, C.P., Dagenais, Dupuis, *Harder, C.P., Jaffer, Joyal, C.P., McIntyre, Omidvar, Pate, Pratte, Runciman, Sinclair et White

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Beyak, Cormier, Dean, Doyle, Dyck, Eaton, Enverga, Frum, Galvez Gold, Hartling, Lang, Lankin, C.P., MacDonald, Marshall, Munson, Raine, Tannas, Unger et Woo

Greffière du comité

Jessica Richardson

Analystes et soutien administratif

Maxime Charron-Tousignant (Bibliothèque du Parlement)

Julian Walker (Bibliothèque du Parlement)

Robin Mackay (Bibliothèque du Parlement)

Diane McMartin (adjoindte administrative)

Comité permanent des finances nationales

A. Renseignements généraux

Créé en mai 1919 sous le nom de Comité des finances, le comité a été rebaptisé Comité des finances nationales en 1968. Son champ de compétence s'étend aux dépenses effectuées par le gouvernement. Comme l'énonce l'article 12-7(5) du *Règlement du Sénat*, le comité a pour mandat d'examiner les questions ayant trait au budget fédéral en général, y compris :

- les comptes publics et les rapports du vérificateur général;
- les finances publiques.

Le comité est depuis toujours l'un des comités les plus occupés du Sénat. Il consacre une grande partie de ses travaux à l'examen des budgets des dépenses du gouvernement et des questions qui en découlent.

Étude du budget des dépenses et des mesures législatives

Comme d'habitude, le comité s'est grandement concentré sur le budget des dépenses, qui est l'énoncé du plan de dépenses du gouvernement. Il a tenu des réunions afin d'examiner divers aspects des prévisions des dépenses du gouvernement pour 2016–2017 et 2017–2018, dont le Budget principal des dépenses 2016–2017, le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2016–2017, le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2016–2017 et le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2016–2017.

Le comité a également fait rapport au sujet des trois projets de loi suivants :

- le projet de loi C-15, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2016 et mettant en œuvre d'autres mesures, sans amendement, mais avec des observations;
- le projet de loi C-2, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu, avec un amendement;
- le projet de loi C-29, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2016 et mettant en œuvre d'autres mesures, avec un amendement.

En ce qui concerne les projets de loi C-15 et C-29, le comité a entrepris une étude sur leur teneur avant qu'ils soient présentés au Sénat. Cela a permis au comité d'entendre de nombreux témoins sur ces projets de loi avant leur première lecture au Sénat.

B. Rapports au Sénat en 2016–2017*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Cinquième	Budget principal des dépenses pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017	2016-06-01	39	Deuxième rapport intérimaire sur le Budget principal des dépenses 2016–2017
Sixième	Budget supplémentaire des dépenses (A) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017	2016-06-15	23	Rapport final sur le Budget supplémentaire des dépenses (A) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017
Septième	Projet de loi C-15, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2016 et mettant en œuvre d'autres mesures	2016-06-20	(52 sur la teneur du projet de loi C-15)	Projet de loi C-15, sans amendement, mais avec des observations
Huitième	Projet de loi C-2, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu	2016-11-23	14	Projet de loi C-2 avec un amendement
Neuvième	Budget supplémentaire des dépenses (B) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017	2016-12-07	30	Rapport final sur le Budget supplémentaire des dépenses (B), 2016–2017
Dixième	Étude sur le programme de plusieurs milliards de dollars du gouvernement fédéral pour le financement des infrastructures	2016-12-08	-	Budget — fonds demandés pour un consultant en base de données
Onzième	Projet de loi C-29, Loi n ^o 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2016	2016-12-12	3 (17 sur la teneur du projet de loi C-29)	Projet de loi C-29 avec un amendement

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2016–2017) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

	et mettant en œuvre d'autres mesures			
Douzième	Étude sur le programme de plusieurs milliards de dollars du gouvernement fédéral pour le financement des infrastructures	2017-02-28	34	Étude spéciale dont découle le rapport intérimaire intitulé <i>Mieux planifier, mieux investir : Atteindre le succès en infrastructure</i>
Treizième	Budget supplémentaire des dépenses (C) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017	2017-03-28	21	Rapport final sur le Budget supplémentaire des dépenses (C), 2016–2017
Quatorzième	Budget principal des dépenses pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018	2017-03-28	46	Premier rapport intérimaire sur le Budget principal des dépenses, 2017–2018

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2016–2017	57	96,9	-	263	10
2015–2016	33	47,3	-	161	9
2014–2015	56	88,0	-	302	11
2013–2014	50	81,7	-	267	12
2012–2013	63	108,9	-	312	11

D. Dépenses de l'exercice 2016–2017

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	14 000 \$
Dépenses des témoins	<u>24 911 \$</u>
TOTAL	38 911 \$

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017.

E. Membres du comité pendant l'exercice 2016–2017
(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Président

L'honorable sénateur Percy Mockler (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Anne C. Cools (Groupe des sénateurs indépendants)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 9 décembre 2015)

Les honorables sénateurs Bellemare, Campbell, *Carignan, C.P., Cowan, Eaton, Gerstein, Hervieux-Payette, P.C., Manning, Marshall, Mitchell, Mockler, Neufeld et Smith

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Baker, C.P., Black, *Carignan, C.P., Cools, Cowan, Day, Eaton, Forest, *Harder, C.P., Marshall, Mockler, Moncion, Neufeld, Pratte, Smith et Woo

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Atallahjan, Batters, Beyak, Dagenais, Day, Dean, Enverga, Frum, Housakos, Lang, Lankin, C.P., Maltais, Martin, Marwah, McIntyre, Moore, Ngo, Ogilvie, Patterson, Poirier, Raine, Runciman, Seidman, Stewart Olsen, Tkachuk et Unger

Greffière du comité

Gaëtane Lemay

Analystes et soutien administratif

Sylvain Fleury (Bibliothèque du Parlement)

Alex Smith (Bibliothèque du Parlement) (jusqu'à décembre 2016)

Olivier Leblanc-Laurendeau (Bibliothèque du Parlement) (depuis janvier 2017)

Louise Martel (adjoind administrative)

Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice, le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense a continué d'entendre des témoins dans le cadre de son mandat général consistant à examiner les politiques, les pratiques, les circonstances et les capacités du Canada en matière de sécurité nationale et de défense, et à en faire rapport.

Au début de 2016, le ministre de la Défense nationale a écrit au comité pour l'inviter à participer à l'Examen de la politique de défense, entrepris par le gouvernement. Plus particulièrement, on invitait le comité à fournir ses commentaires sur la participation du Canada dans les opérations de maintien de la paix. En réponse, le comité a entrepris un examen plus vaste des questions liées à l'Examen de la politique de défense et a présenté un rapport intitulé *Déploiements de l'ONU : Prioriser nos engagements au Canada et à l'étranger*, qui répondait directement à la demande du ministre concernant les opérations de maintien de la paix.

Enfin, le comité a poursuivi ses travaux législatifs, notamment en ce qui concerne le projet de loi C-7, Loi modifiant la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique, la Loi sur la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique et d'autres lois et comportant d'autres mesures, et le projet de loi S-205, Loi modifiant la Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada (inspecteur général de l'Agence des services frontaliers du Canada) et d'autres lois en conséquence. Tous deux ont fait l'objet d'un rapport avec amendements, et le comité s'est penché sur la teneur des éléments contenus dans la section 2 de la partie 4 du projet de loi C-15, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2016 et mettant en œuvre d'autres mesures.

B. Rapports au Sénat en 2016–2017*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Troisième	Teneur des éléments de la section 2 de la partie 4 du projet de loi C-15, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2016 et mettant en œuvre d'autres mesures	2016-06-07	22	Teneur du projet de loi C-15
Quatrième	Projet de loi C-7, Loi modifiant la Loi sur les	2016-06-14	25	Projet de loi C-7

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2016–2017) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

	relations de travail dans la fonction publique, la Loi sur la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique et d'autres lois et comportant d'autres mesures			
Cinquième	Étude sur les questions relatives à l'Examen de la politique de défense entrepris actuellement par le gouvernement	2016-06-16	-	Budget
Sixième	Projet de loi S-205, Loi modifiant la Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada (inspecteur général de l'Agence des services frontaliers du Canada) et d'autres lois en conséquence	2016-06-22	12	Projet de loi S-205
Septième	Étude sur les questions relatives à l'Examen de la politique de défense entrepris actuellement par le gouvernement	2016-11-18	47	Étude spéciale dont découle le rapport final intitulé : <i>Déploiements de l'ONU : Prioriser nos engagements au Canada et à l'étranger</i>

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2016–2017	27	86,4	9	159	5
2015–2016	18	48	-	105	7
2014–2015	22	66,6	11,5	113	11

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017.

2013–2014	18	45,9	15,5	73	7
2012–2013	17	36,8	47,8	74	5

D. Dépenses de l'exercice 2016–2017

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	13 074 \$
Dépenses des témoins	<u>25 119 \$</u>
TOTAL	38 193 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2016–2017

(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Président

L'honorable sénateur Daniel Lang (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Mobina Jaffer (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 9 décembre 2015)

Les honorables sénateurs Beyak, *Carignan, C.P., Dagenais, Day, Kenny, Lang, Mitchell, Ngo et White

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Beyak, Boniface, *Carignan, C.P., Dagenais, *Harder, C.P., Jaffer, Kenny, Lang, Lankin, C.P., McPhedran, Meredith, Saint-Germain et White

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Manning, Baker, C.P., Enverga, McCoy, Mockler, Moncion, Oh Runciman, Smith, Tkachuk et Waller

Greffier du comité

Adam Thompson

Analystes et soutien administratif

Marcus Pistor (Bibliothèque du Parlement)
 Holly Porteous (Bibliothèque du Parlement)
 Katherine Simonds (Bibliothèque du Parlement)
 Maritza Jean-Pierre (adjointe administrative)

Sous-comité des anciens combattants

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice, le Sous-comité des anciens combattants a continué d'entendre des témoins dans le cadre de son vaste mandat portant sur les services et les avantages sociaux offerts aux anciens combattants et à leur famille.

De plus, le sous-comité a entrepris une nouvelle étude sur les questions relatives à la création d'un système professionnel, cohérent et défini pour les anciens combattants qui quittent les Forces armées canadiennes. À la fin de l'exercice 2016–2017, cette étude était encore en cours.

En plus de son étude spéciale, le sous-comité s'est vu confier certains travaux législatifs par le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense, notamment une étude préalable de certains éléments de la Loi d'exécution du budget de 2016.

B. Rapports au Sénat en 2016–2017

Le Sous-comité des anciens combattants relève du Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense.

C. Activités du sous-comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins
2016–2017	10	8,4	-	16
2015–2016	11	10,5	-	28
2014–2015	18	17,1	-	31
2013–2014	8	8,2	-	11
2012–2013	15	14,8	9	28

D. Dépenses de l'exercice 2016–2017

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	366 \$
TOTAL	366 \$

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017.

E. Membres du sous-comité pendant l'exercice 2016–2017

1^{re} session, 42^e législature

Présidente

L'honorable sénatrice Mobina S.B. Jaffer (libérale)

Vice-président

L'honorable sénateur Jean-Guy Dagenais (conservateur)

Membres du sous-comité (nommés par le comité)

Les honorables sénateurs Boniface, Lang, Saint-Germain et White

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du sous-comité

Les honorables sénateurs Baker, C.P., Beyak, Day, Manning, Meredith, Mitchell, Runciman, Smith et Wallin

Greffier du sous-comité

Adam Thompson

Analyste et soutien administratif

Isabelle Lafontaine-Emond (Bibliothèque du Parlement)

Maritza Jean-Pierre (adjointe administrative)

Comité permanent des langues officielles

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice 2016–2017, le Comité permanent des langues officielles a entrepris une étude sur les défis liés à l'accès aux écoles françaises et aux programmes d'immersion française de la Colombie-Britannique.

De plus, le Comité a reçu deux autres ordres de renvoi, soit les suivants :

Réponse du gouvernement au sixième rapport du Comité sénatorial permanent des langues officielles, intitulé *Viser plus haut : Augmenter le bilinguisme de nos jeunes Canadiens*, déposé au Sénat le 15 juin 2015.

Projet de loi S-209, Loi modifiant la Loi sur les langues officielles (communications et services destinés au public).

Le Comité a poursuivi son étude sur l'application de la *Loi sur les langues officielles* ainsi que des règlements et instructions en découlant, au sein des institutions assujetties à la loi.

Dans le cadre de son étude sur l'accès à l'éducation en français en Colombie-Britannique, le comité s'est rendu à Vancouver et à Victoria (Colombie-Britannique) du 2 au 7 octobre 2016 pour y tenir des audiences publiques et y effectuer une mission d'information.

B. Rapports au Sénat en 2016–2017*

2 ^e session, 41 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Deuxième	Étude sur les défis liés à l'accès aux écoles françaises et aux programmes d'immersion française de la Colombie-Britannique	2016-05-12	-	Budget

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017*

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2016–2017) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017.

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2016–2017	21	39	12,7	76	1
2015–2016	12	15,9	-	41	4
2014–2015	23	39	-	72	3
2013–2014	19	30,2	7,5	57	3
2012–2013	24	41	-	101	2

D. Dépenses de l'exercice 2016–2017

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	60 345 \$
Dépenses des témoins	<u>5 827 \$</u>
TOTAL	66 172 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2016–2017

(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Présidente

L'honorable sénatrice Claudette Tardif (libérale)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Rose-May Poirier (conservatrice)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 9 décembre 2015)

Les honorables sénateurs *Carignan, C.P., Fraser, Jaffer, Maltais, McIntyre, Poirier, Rivard, Seidman, Tardif et Wells

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Bovey, *Carignan, C.P., Cormier, Fraser, Gagné, *Harder, Maltais, McIntyre, Mégie, Mockler, Moncion, Poirier, Seidman et Tardif

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Boisvenu, Boniface, Dagenais, Doyle, Munson, Oh et Raine

Greffier du comité

Kevin Pittman

Analyste et soutien administratif

Marie-Ève Hudon (Bibliothèque du Parlement)

Annie Trudel (adjoindte administrative)

Comité permanent du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice 2016–2017, le Comité permanent du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement a terminé trois rapports de fond. Dans son deuxième rapport, il recommandait une modification à l'article 14-7(1) afin que l'on puisse diffuser les délibérations du Sénat. Dans le troisième rapport, le comité proposait de simplifier l'ordre des travaux dans le *Feuilleton et Feuilleton des avis*. Dans son quatrième rapport, le comité proposait d'apporter des modifications à la mise en délibération des questions au cours des séances du Sénat. Pendant cette période, le comité a également examiné un certain nombre de changements proposés au Règlement; il en a fait rapport au Sénat au début de 2017–2018. De plus, durant l'exercice 2016–2017, le comité a terminé ses travaux sur une question de privilège concernant les fuites dont a fait objet le rapport du vérificateur général sur les dépenses des sénateurs, et il a présenté son rapport au Sénat en avril 2017.

B. Rapports au Sénat en 2016–2017*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Deuxième	Examiner et proposer les modifications au <i>Règlement du Sénat</i> nécessaires pour permettre et faciliter la diffusion des délibérations du Sénat	2016-12-13	-	Diffusion des délibérations du Sénat
Troisième	Conformément à l'article 12-7(2)a), étude des modifications au <i>Règlement du Sénat</i>	2016-12-14	-	Changement au <i>Feuilleton et Feuilleton des avis</i>
Quatrième	Élaborer et proposer des modifications au <i>Règlement du Sénat</i> afin de changer l'utilisation du <i>Feuilleton et Feuilleton des préavis</i> , particulièrement en ce qui concerne les processus applicables aux affaires dites « reportées »	2016-03-07	-	Ordre sessionnel

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2016–2017) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2016–2017	17	21	-	8	3
2015–2016	13	13,2	-	13	4
2014–2015	10	8,5	-	3	2
2013–2014	11	14,6	-	14	5
2012–2013	8	5	-	9	5

D. Dépenses de l'exercice 2016–2017

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
TOTAL	NÉANT

**E. Membres du comité pendant l'exercice 2016–2017
(*Membres d'office)****1^{re} session, 42^e législature**

Présidente

L'honorable sénatrice Joan Fraser (libérale)

Vice-présidente

L'honorable sénateur Vernon White (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 9 décembre 2015)

Les honorables sénateurs Batters, *Carignan, C.P., Cools, Doyle, Fraser, Frum, Jaffer, Joyal, C.P., Martin, McInnis, Ogilvie, Seidman, Smith, C.P., Tkachuk, Wells et White

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Batters, Bellemare, *Carignan, C.P., Cools, Day, Dupuis, Fraser, Frum, Gold, *Harder, Jaffer, Joyal, C.P., Lankin, C.P., McCoy, McInnis, Ringuette, Seidman, Tkachuk, Wells et White

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017.

Les honorables sénateurs Cormier, Housakos, Maltais, Manning, Martin, McIntyre, Ngo, Oh, Poirier, Wallace et Wallin

Greffier du comité
Charles Robert

Analystes et soutien administratif
Dara Lithwick (Bibliothèque du Parlement)
Sebastian Spano (Bibliothèque du Parlement)
Ginette Ricard (adjointe administrative)

Comité de sélection

A. Renseignements généraux

Au début de chaque session, on nomme un comité de sélection ayant deux fonctions : nommer le Président intérimaire et nommer les sénateurs qui seront membres des comités permanents et mixtes permanents. Le comité peut également proposer, à l'occasion, des changements touchant la composition d'un comité.

B. Rapports au Sénat en 2016–2017

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Quatrième	Conformément à l'article 12-2(4)b) du <i>Règlement du Sénat</i>	2016-06-08	-	Changement dans la composition des comités
Cinquième	Conformément aux ordres adoptés par le Sénat le 7 et le 12 décembre 2016	2016-12-14	-	Changements dans la composition des comités conformément aux ordres adoptés par le Sénat le 7 et le 12 décembre 2016

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins
2016–2017	3	1,7	-	2
2015–2016	3	0,6	-	4
2014–2015	1	0,1	-	1
2013–2014	4	0,5	-	5
2012–2013	-	-	-	-

D. Dépenses de l'exercice 2016–2017

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
TOTAL	NÉANT

E. Membres du comité pendant l'exercice 2016–2017

1^{re} session, 42^e législature

(*Membres d'office)

Présidents

L'honorable Elizabeth Marshall (conservatrice) (jusqu'à mai 2016)

L'honorable Donald Neil Plett (conservateur) (depuis mai 2016)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Joan Fraser (libérale)

Membres du comité (nommés par le Sénat)

Les honorables sénateurs Fraser, Frum, *Harder, C.P., Hervieux-Payette, C.P., Hubley, Marshall, Martin, Munson, Plett, *Smith et Wells

Membres du comité ajoutés le 7 décembre 2016

Les honorables sénateurs Black, Campbell, Omidvar, Pratte et Tardif (ajouté le 6 juin 2016)

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Beyak, Mitchell et White

Greffier du comité

Blair Armitage

Soutien administratif

Brigitte Martineau (adjoind administrative)

Comité spécial sur la modernisation du Sénat

A. Renseignements généraux

Le Comité spécial sur la modernisation du Sénat a été créé à la suite de l'adoption d'une motion, le 12 décembre 2015, visant à examiner les façons de rendre le Sénat plus efficace dans le cadre constitutionnel actuel. Au cours de l'automne 2016, le comité spécial a entendu des témoignages des leaders des différents caucus et groupes du Sénat concernant le rôle des caucus des partis politiques. De plus, le comité spécial a mis l'accent sur les aspects fondamentaux du système de Westminster. En décembre 2016, le Sénat a adressé au comité spécial un ordre de renvoi portant examen du projet de loi S-213, lequel vise—par la modification de la *Loi constitutionnelle*—à remettre le processus de sélection du Président entièrement entre les mains du Sénat.

B. Rapports au Sénat en 2016–2017

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Examiner les façons de rendre le Sénat plus efficace dans le cadre constitutionnel actuel	2016-10-04	13	Étude spéciale dont découle le rapport intérimaire intitulé : <i>La modernisation du Sénat : Aller de l'avant</i>
Deuxième	Examiner les façons de rendre le Sénat plus efficace dans le cadre constitutionnel actuel	2016-10-04	-	Projets de loi omnibus
Troisième	Examiner les façons de rendre le Sénat plus efficace dans le cadre constitutionnel actuel	2016-10-04	-	Comités
Quatrième	Examiner les façons de rendre le Sénat plus efficace dans le cadre constitutionnel actuel	2016-10-04	-	Feuilleton
Cinquième	Examiner les façons de rendre le Sénat plus efficace dans le cadre constitutionnel actuel	2016-10-04	-	Caucus
Sixième	Examiner les façons de rendre le Sénat plus efficace dans le cadre constitutionnel actuel	2016-10-05	-	Présidence
Septième	Examiner les façons de rendre le Sénat plus	2016-10-18	-	Intérêts régionaux

	efficace dans le cadre constitutionnel actuel			
Huitième	Examiner les façons de rendre le Sénat plus efficace dans le cadre constitutionnel actuel	2016-10-18	-	Diffusion
Neuvième	Examiner les façons de rendre le Sénat plus efficace dans le cadre constitutionnel actuel	2016-10-25	-	Période des questions
Dixième	Examiner les façons de rendre le Sénat plus efficace dans le cadre constitutionnel actuel	2016-10-26	-	Nature du rôle constitutionnel des sénateurs
Onzième	Projet de loi S-213, Loi modifiant la Loi constitutionnelle de 1867 et la Loi sur le Parlement du Canada (présidence du Sénat)	2017-03-28	4	Projet de loi S-213

C. Activités du comité : comparaison

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2016–2017	28	47,4	-	24	11
2015–2016	3	5,1	-	3	-

D. Dépenses de l'exercice 2016–2017

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>5 177 \$</u>
TOTAL	5 177 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2016–2017

(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Président

L'honorable sénateur Thomas Johnson McInnis (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Serge Joyal, C.P. (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 17 février 2016)

Les honorables sénateurs Bellemare, *Carignan, C.P., Cools, Eggleton, C.P., Frum, Greene, Johnson, Joyal, C.P., Massicotte, McCoy, McInnis, McIntyre, Stewart Olsen, Tannas, Tardif et Wells

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Bellemare, *Carignan, C.P., Dean, Dupuis, Eggleton, C.P., Forest, Frum, Gagné, Greene, *Harder, Joyal, C.P., Lankin, C.P., Massicotte, McCoy, McInnis, McIntyre, Stewart Olsen, Tardif, Tkachuk et Wells

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Beyak, Cormier, Dagenais, Fraser, Gold, MacDonald, Maltais, Marshall, Mitchell, Mockler, Oh, Plett, Pratte, Ringuette et Smith

Greffier du comité

Blair Armitage

Analystes et soutien administratif

Jean-Rodrigue Paré (Bibliothèque du Parlement)

Sebastian Spano (Bibliothèque du Parlement)

Brigitte Martineau (adjoindte administrative)

Comité permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie

A. Renseignements généraux

Le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie a pour mandat d'examiner les projets de loi ainsi que les questions liées aux affaires culturelles et aux arts, aux affaires sociales et au travail, à la santé et au bien-être, aux pensions et au logement. Il est aussi responsable de l'étude des questions concernant la condition physique et les sports amateurs, l'emploi et l'immigration, les affaires de consommation et celles de la jeunesse.

Au cours du printemps 2016, le comité a terminé ses audiences publiques dans le cadre de son étude sur la démence au Canada, il a examiné la teneur de la section 12 de la partie 4 de la Loi n°1 d'exécution du budget de 2016 (projet de loi C-15) et il a produit un rapport à ce sujet.

À l'automne 2016, le comité a présenté son rapport final intitulé *La démence au Canada : Une stratégie nationale pour un Canada sensible aux besoins des personnes atteintes de démence*, qui contenait 29 recommandations. Le comité a tenu plusieurs audiences avec des ministres afin de passer en revue leurs lettres de mandat respectives. Le comité s'est aussi penché sur trois projets de loi (voir le tableau B) et en a fait rapport, et il a examiné la teneur des sections 1 et 2 de la partie 4 de la Loi n° 2 d'exécution du budget de 2016 (projet de loi C-29). De plus, le comité a commencé des audiences publiques dans le cadre d'une nouvelle étude spéciale sur le rôle de la robotique, de l'impression 3D et de l'intelligence artificielle dans le système de santé.

Au cours de l'hiver 2017, le comité a examiné un projet de loi (voir le tableau B) et en a fait rapport, et il a poursuivi ses audiences publiques dans le cadre de son étude sur le rôle de la robotique, de l'impression 3D et de l'intelligence artificielle dans le système de santé.

B. Rapports au Sénat en 2016–2017*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Troisième	Teneur des éléments de la section 12 de la partie 4 du projet de loi C-15, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2016 et mettant en œuvre d'autres mesures	2016-05-31	6	Teneur du projet de loi C-15

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2016–2017) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

Quatrième	Étude sur la question de la démence dans notre société	2016-10-06	-	Budget
Cinquième	Projet de loi S-211, Loi instituant la Journée nationale de la sensibilisation à la drépanocytose	2016-10-06	2	Projet de loi S-211
Sixième	Étude sur la question de la démence dans notre société	2016-11-15	36	Étude spéciale dont découle le rapport final intitulé : <i>La démence au Canada : Une stratégie nationale pour un Canada sensible aux besoins des personnes atteintes de démence</i>
Septième	Teneur des éléments des sections 1 et 2 de la partie 4 du projet de loi C-29, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2016 et mettant en œuvre d'autres mesures	2016-12-01	5	Teneur du projet de loi C-29
Huitième	Projet de loi C-26, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada, la Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada et la Loi de l'impôt sur le revenu	2016-12-08	10	Projet de loi C-26
Neuvième	Projet de loi C-210, Loi modifiant la Loi sur l'hymne national (genre)	2016-12-15	5	Projet de loi C-210
Dixième	Projet de loi C-6, Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté et une autre loi en conséquence	2017-03-07	18	Projet de loi C-6

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017*

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017.

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2016–2017	36	53,1	-	103	8
2015–2016	24	32,2	-	62	6
2014–2015	47	69,2	-	171	13
2013–2014	34	49,8	-	97	11
2012–2013	46	79	-	169	13

D. Dépenses de l'exercice 2016–2017

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	4 408 \$
Dépenses des témoins	41 646 \$
TOTAL	46 054 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2016–2017

(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Président

L'honorable sénateur Kelvin K. Ogilvie (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénateur Art Eggleton, C.P. (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 9 décembre 2015)

Les honorables sénateurs Carignan, C.P., Cowan, Eggleton, C.P., Frum, Martin, Merchant, Munson, Nancy Ruth, Ogilvie, Raine, Seidman et Stewart Olsen

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs *Carignan, C.P., Cormier, Day, Dean, Demers, Eggleton, C.P., Frum, *Harder, C.P., Hartling, McPhedran, Mégie, Merchant, Meredith, Neufeld, Ogilvie, Petitclerc, Raine, Seidman et Stewart Olsen

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Beyak, Doyle, Fraser, Galvez, Gold, Griffin, Jaffer, Lankin, C.P., MacDonald, Marshall, McIntyre, Omidvar, Poirier et Unger

Greffière du comité

Shaila Anwar

Analyste et soutien administratif

Sonya Norris (Bibliothèque du Parlement)
Tracy Amendola (adjoite administrative)

Comité permanent des transports et des communications

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice, le comité a mis l'accent principalement sur son étude de l'élaboration d'une stratégie pour faciliter le transport du pétrole brut vers les raffineries de l'Est du Canada et vers les ports situés sur les côtes Atlantique et Pacifique du Canada. Un rapport intérimaire a été présenté en décembre 2016.

En réponse à une demande du ministre des Transports, le comité a entrepris en février 2017 son étude des questions techniques et réglementaires liées à l'arrivée des véhicules branchés et automatisés. L'étude est en cours, et le comité a l'intention de publier son rapport final à la fin de 2017. Dans ce rapport, il soulignera les mesures que le Canada doit prendre afin de déployer ces technologies avec succès.

En plus des études spéciales, le comité a examiné les deux projets de loi suivants :

- Le projet de loi C-10, Loi modifiant la Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada et comportant d'autres mesures. Ce projet de loi a modifié les exigences relatives au lieu d'exécution des activités d'entretien d'aéronefs d'Air Canada, ainsi qu'au type et au volume de ces activités;
- Le projet de loi S-2, Loi modifiant la Loi sur la sécurité automobile et une autre loi en conséquence, lequel élargit les pouvoirs du gouvernement fédéral pour prendre des mesures à l'égard des véhicules présentant des défauts. Ce projet de loi a fait l'objet d'un rapport avec un amendement, et il est actuellement étudié par la Chambre des communes.

B. Rapports au Sénat en 2016–2017*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Troisième	Étude sur l'élaboration d'une stratégie pour faciliter le transport du pétrole brut vers les raffineries de l'Est du Canada et vers les ports situés sur les côtes Atlantique et Pacifique du Canada	2016-04-14	-	Budget
Quatrième	Projet de loi C-10, Loi modifiant la Loi sur la	2016-06-21	14	Projet de loi C-10

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2016–2017) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

	participation publique au capital d'Air Canada et comportant d'autres mesures			
Cinquième	Projet de loi S-2, Loi modifiant la Loi sur la sécurité automobile et une autre loi en conséquence	2016-11-24	11	Projet de loi S-2
Sixième	Étude sur l'élaboration d'une stratégie pour faciliter le transport du pétrole brut vers les raffineries de l'Est du Canada et vers les ports situés sur les côtes Atlantique et Pacifique du Canada	2016-12-07	110	Étude spéciale dont découle le rapport intérimaire intitulé : <i>Des pipelines pour le pétrole : Protéger notre économie, respecter notre environnement</i>

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2016–2017	50	76,8	17,5	162	4
2015–2016	14	16,2	-	26	6
2014–2015	47	72,5	36,7	160	7
2013–2014	19	18,2	23,5	37	7
2012–2013	23	21,5	8,4	39	3

D. Dépenses de l'exercice 2016–2017

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	119 659 \$
Dépenses des témoins	<u>22 845 \$</u>
TOTAL	142 504 \$

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017.

E. Membres du comité pendant l'exercice 2016–2017
(*Membres d'office)

1^{re} session, 42^e législature

Président

L'honorable sénateur Dennis Dawson (libéral)

Vice-président

L'honorable sénateur Michael MacDonald (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 9 décembre 2015)

Les honorables sénateurs Black, *Carignan, C.P., Dawson, Eggleton, C.P., Frum, Greene, MacDonald, Martin, Mercer, Plett, Ringuette, Runciman et Unger

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 14 décembre 2016)

Les honorables sénateurs Bellemare, *Carignan, C.P., Dean, Dupuis, Eggleton, C.P., Forest, Frum, Gagné, Greene, *Harder, Joyal, C.P., Lankin, C.P., Massicotte, McCoy, McInnis, McIntyre, Stewart Olsen, Tardif, Tkachuk et Wells

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Andreychuk, Beyak, Boisvenu, Cormier, Dagenais, Doyle, Duffy, Galvez, Gold, Griffin, Lang, Maltais, Manning, Mockler, Neufeld, Ngo, Raine, Smith et Tannas

Greffiers du comité

Victor Senna (depuis septembre 2016)
Barbara Reynolds (depuis septembre 2016)
Daniel Charbonneau (jusqu'à octobre 2016)

Analystes et soutien administratif

Jed Chong (Bibliothèque du Parlement)
Nicole Sweeney (Bibliothèque du Parlement) (depuis septembre 2016)
Allison Padova (Bibliothèque du Parlement) (jusqu'à mai 2016)
Lyne Héroux (adjoite administrative)

Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement

A. Renseignements généraux

Le Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement est autorisé à conseiller les Présidents du Sénat et de la Chambre des communes dans l'exercice de leur autorité sur la Bibliothèque du Parlement, et il est habilité à faire des recommandations aux Présidents des deux Chambres concernant la régie de la Bibliothèque et la bonne utilisation des crédits affectés par le Parlement à l'achat de livres, cartes ou autres objets destinés à y être déposés.

B. Rapports au Sénat en 2016–2017

NÉANT

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2016–2017	-	-	-	-
2015–2016	1	0,08	-	-
2014–2015	2	1,3	2	-
2013–2014	2	1,8	-	1
2012–2013	4	3,1	5	1

D. Dépenses de l'exercice 2016–2017

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	NÉANT
TOTAL	NÉANT

E. Membres du comité pendant l'exercice 2016–2017

1^{re} session, 42^e législature

Coprésident

Il n'y a actuellement pas de coprésident du Sénat

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Ataullahjan, Eaton et Mercer

Cogreffier du comité

Adam Thompson

Analystes et soutien administratif

Maritza Jean-Pierre (adjoïnte administrative)

Comité mixte permanent d'examen de la réglementation

A. Renseignements généraux

Le mandat du Comité mixte permanent d'examen de la réglementation est défini par la *Loi sur les textes réglementaires*, laquelle l'autorise à revoir et à examiner certains textes réglementaires pris après le 31 décembre 1971. Outre ce mandat législatif, le comité mixte dispose, depuis 1980, d'un ordre de renvoi renouvelé au début de chaque session par le Sénat et la Chambre des communes l'autorisant à étudier les moyens par lesquels le Parlement peut le mieux surveiller et contrôler le processus de réglementation du gouvernement. Ensemble, les mandats législatif et parlementaire du comité mixte lui confèrent une vaste compétence en matière d'enquêtes et de rapports sur la plupart des aspects du processus de réglementation fédéral.

Durant l'exercice 2016–2017, le comité a tenu 16 réunions et a entendu 12 témoins.

B. Rapports au Sénat en 2016–2017*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Deuxième	Examen des textes réglementaires	2017-03-30	-	Accessibilité des documents incorporés par renvoi dans les règlements fédéraux
Troisième	Examen des textes réglementaires	2017-03-30	-	Notes marginales des lois et règlements fédéraux

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2016–2017	16	24,5	12	2
2015–2016	4	5,0	-	1
2014–2015	13	14,7	-	2
2013–2014	10	12,4	-	2
2012–2013	11	12,1	-	-

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2016–2017) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2012–2017) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2016–2017.

D. Dépenses de l'exercice 2016–2017

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	118 \$
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
TOTAL	118 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2016–2017

1^{re} session, 42^e législature

Coprésidente

L'honorable sénatrice Pana Merchant (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Carignan, P.C., Frum, Martin, McCoy, Moore, Omidvar, Plett, Runciman, Smith, P.C. et Wallin

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Gold, McIntyre et Moncion

Cogreffier du comité

Max Hollins

Analystes et soutien administratif

Evelyne Borkowski-Parent (Bibliothèque du Parlement)

Peter Bernhardt (Bibliothèque du Parlement)

Shawn Abel (Bibliothèque du Parlement)

Cynthia Kirkby (Bibliothèque du Parlement)

Annie Trudel (adjointe administrative)

Partie III — Dépenses des comités

Rapport détaillé sur les dépenses des comités pour 2016–2017

Les comités sénatoriaux peuvent présenter une demande de budget, par exemple pour retenir les services de rédacteurs, de réviseurs ou de conseillers en communication, ou pour effectuer des déplacements. Ces budgets doivent être approuvés par le Sénat. En outre, certaines dépenses sont portées à un budget central géré par la Direction des comités. Il s'agit, notamment, des coûts des vidéoconférences et des frais de déplacement des témoins, qui figurent tous deux dans la colonne B ci-dessous. D'autres dépenses portées à ce budget central figurent dans la colonne C. Il s'agit des frais postaux en général, des dépenses pour les cafés, les thés, les jus et les repas de travail servis lors des réunions des comités à Ottawa, et des frais de vaccination occasionnés par les déplacements des comités.

Réunions et dépenses, 2012–2017

Exercice	Nombre de réunions	Total des comités du Sénat (A)	Dépenses des témoins (B)	Autres dépenses (C)	Total des dépenses (A+B+C)
2016–2017	601	903 558 \$	360 857 \$	101 916 \$	1 366 331 \$
2015–2016	336	85 566 \$	169 531 \$	58 225 \$	313 322 \$
2014–2015	586	866 924 \$	404 067 \$	139 504 \$	1 410 495 \$
2013–2014	422	303 431 \$	212 433 \$	103 393 \$	619 257 \$
2012–2013	513	757 711 \$	298 733 \$	129 818 \$	1 186 262 \$

Définition des catégories courantes

Le tableau suivant présente le budget et les dépenses réelles de chaque comité réparties entre les dépenses générales (toutes les dépenses non liées aux déplacements du comité) et les déplacements du comité. Les dépenses sont en outre ventilées selon les trois catégories courantes suivantes :

1. **services professionnels et autres** (y compris l'aide à la recherche, les conseillers spécialisés, les services de sténographie et de transcription ainsi que les frais d'accueil);
2. **transports, hébergement et frais de séjour** (y compris le transport aérien, les hôtels, les indemnités journalières, les repas de travail à l'extérieur d'Ottawa et le transport terrestre);
3. **autres dépenses** (y compris les frais de messagerie, la location de salles de réunion, le matériel de sténographie et d'interprétation, ainsi que les services d'imprimerie).

Rapport des budgets et des dépenses des comités pour 2016–2017

Nom du comité Session 42-1	BUDGET		DÉPENSES			
	Budget total	Budget	Services professionnels et autres	Transports, hébergement et frais de séjour	Autres dépenses	Dépenses totales
Peuples autochtones						
Étude spéciale — Logement dans le Nord	229 250					
<i>Dépenses générales</i>		16 700	8 350	-	-	8 350
<i>Activité 1 : Nunavut, Nunatsiavut, Nunavik</i>		212 550	507	126 206	663	127 375
TOTAL	229 250	229 250	8 350	126 206	663	135 725
Agriculture et forêts						
Étude spéciale — Accès aux marchés	360 188					
<i>Activité 1 : Calgary</i>		100 188	7 316	28 161	8 505	43 981
<i>Activité 2 : Beijing et Shanghai (Chine)</i>		260 000	173	71 278	3 627	75 078
TOTAL	360 188	360 188	7 489	99 439	12 131	119 060
Banques et commerce						
Étude spéciale — Barrières au commerce intérieur	236 070					
<i>Dépenses générales</i>		700	-	-	-	-
<i>Activité 1 : Vancouver, Calgary et Winnipeg</i>		160 072	-	22 619	950	23 570
<i>Activité 2 : Halifax</i>		75 298	-	-	658	658
TOTAL	236 070	236 070	-	22 619	1 608	24 227
Énergie, environnement et ressources naturelles						

Étude spéciale — Faibles émissions de carbone	168 639					
<i>Dépenses générales</i>		1 000	-	-	-	-
<i>Activité 1 : Ouest du Canada</i>		119 143	-	56 474	1 625	58 099
<i>Activité 2 : Sud de l'Ontario (Sarnia-Hamilton)</i>		29 792	-	17 498	90	17 588
<i>Activité 3 : Montréal</i>		18 704	-	6 108	1 904	8 012
	168 639	168 639	-	80 080	3 619	83 699
Pêches et océans						
Étude spéciale — Activités de recherche et sauvetage maritime	260 245					
<i>Activité 1 : Nouvelle-Écosse, Île-du-Prince-Édouard et Nouveau-Brunswick</i>		107 588	3 806	32 673	5 273	41 752
<i>Activité 2 : Terre-Neuve-et-Labrador</i>		152 657	3 729	35 856	4 418	44 002
TOTAL	260 245	260 245	7 534	68 529	9 691	85 755
Affaires étrangères et commerce international						
Étude spéciale — Faits nouveaux en matière de politique et d'économie en Argentine	249 126					
<i>Activité 1 : Argentine (Buenos Aires) et Chili (Santiago)</i>		249 126	5 675	100 848	138	106 661
Étude spéciale — Renforcement de la collaboration avec le Mexique	19 452					
<i>Activité 1 : Mexico</i>		19 452	-	17 469	225	17 694
TOTAL	268 578	268 578	5 675	118 316	363	124 355
Droits de la personne						
Étude spéciale — Réfugiés syriens	54 794					
<i>Activité 1 : Toronto et Montréal</i>		54 794	2 108	12 247	4 484	18 839
	54 794	54 794	2 108	12 247	4 484	18 839
Affaires juridiques et constitutionnelles						

Étude spéciale — Délais dans le système de justice pénale du Canada	218 417					
<i>Activité 1 : Toronto (ANNULÉE)</i>		27 977	-	-	-	-
<i>Activité 2 : Montréal</i>		20 774	1 541	6 371	1 815	9 727
<i>Activité 3 : Vancouver, Calgary et Saskatoon</i>		104 326	7 726	49 137	11 101	67 964
<i>Activité 4 : Halifax</i>		65 340	3 112	16 571	2 921	22 603
TOTAL	218 417	218 417	12 379	72 079	15 837	100 294
Finances nationales						
Étude spéciale — Programme du gouvernement fédéral pour le financement de l'infrastructure	18 000					
<i>Dépenses générales</i>		18 000	14 000	-	-	14 000
TOTAL	18 000	18 000	14 000	-	-	14 000
Sécurité nationale et défense						
Étude spéciale — Examen de la politique de défense	50 000					
<i>Activité 1 : New York</i>		50 000	-	13 074	-	13 074
Étude spéciale — Menaces à la sécurité	91 986					
<i>Activité 1 : Halifax et Washington</i>		91 986	-	-	-	-
TOTAL	141 986	141 986	-	13 074	-	13 074
Langues officielles						
Étude spéciale — Accès aux écoles françaises et aux programmes d'immersion française de la Colombie-Britannique	123 328					
<i>Activité 1 : Colombie-Britannique</i>		123 328	6 040	48 435	5 870	60 345
TOTAL	123 328	123 328	6 040	48 435	5 870	60 345
Examen de la réglementation (mixte)						
Comité mixte	3 540					

<i>Dépenses générales</i>		3 540	-	-	118	118
TOTAL	3 540	3 540	-	-	118	118
Affaires sociales, sciences et technologie						
Étude spéciale — Démence	7 000					
<i>Dépenses générales</i>		7 000	4 408	-	-	4 408
TOTAL	7 000	7 000	4 408	-	-	4 408
Transports et communications						
Étude spéciale — Véhicules automatisés	19 364					
<i>Activité 1 : Conférence — Toronto</i>		19 364	4 185	2 914	31	7 130
Étude spéciale — Transport du pétrole brut	354 652					
<i>Activité 1 : Edmonton, Calgary et Vancouver</i>		190 376	9 451	41 766	10 760	61 977
<i>Activité 2 : Montréal, Saint John, Halifax et Port Hawkesbury</i>		164 276	7 323	33 684	9 546	50 552
TOTAL	374 016	374 016	20 959	78 364	20 336	119 659
TOTAL — 41-2	2 464 051	2 464 051	88 943	739 388	74 719	903 558

*Veuillez noter que les budgets des comités mixtes sont financés à 70 % par la Chambre des communes et à 30 % par le Sénat. Les montants indiqués dans le tableau représentent la portion du budget et des dépenses revenant au Sénat.

Ventilation des dépenses pour les témoins et les vidéoconférences pour 2016–2017

1^{re} session, 42^e législature

	TOTAL	MONTANT
Peuples autochtones	26 308	
<i>Mesures législatives</i>		5 032
<i>Étude spéciale — Infrastructure des Premières Nations</i>		16 010
<i>Étude spéciale — Nouvelles relations</i>		5 266
Agriculture et forêts	49 522	
<i>Mesures législatives</i>		-
<i>Étude spéciale — Accès aux marchés</i>		18 740
<i>Étude spéciale — Changement climatique</i>		5 500
<i>Étude spéciale — Terres agricoles</i>		24 023
<i>Étude spéciale — Santé des abeilles</i>		1 259
Banques et commerce	26 325	
<i>Mesures législatives</i>		7 693
<i>Étude spéciale — Barrières au commerce intérieur</i>		5 127
<i>Étude spéciale - SS3 - Corridor national</i>		10 732
<i>Étude spéciale - SS4 - Commission du droit d'auteur</i>		2 772
Énergie, environnement et ressources naturelles	17 788	
<i>Étude spéciale — Faibles émissions de carbone</i>		17 788
Pêches et océans	14 092	
<i>Mesures législatives</i>		4 362
<i>Étude spéciale — Recherche et sauvetage maritime</i>		8 011
<i>Étude spéciale — Cadre stratégique</i>		1 719
Affaires étrangères	9 805	
<i>Mesures législatives</i>		6 113
<i>Étude spéciale — Relations étrangères</i>		3 692

Droits de la personne	12 764	
<i>Mesures législatives</i>		6 319
<i>Étude spéciale — Obligations</i>		4 620
<i>Étude spéciale — Réfugiés syriens</i>		1 826
Affaires juridiques et constitutionnelles	78 363	
<i>Mesures législatives</i>		59 244
<i>Étude spéciale — Délais dans le système de justice pénale</i>		19 119
Finances nationales	24 911	
<i>Mesures législatives</i>		14 545
<i>Étude spéciale — Vieillesse</i>		3 244
<i>Étude spéciale — Infrastructure</i>		7 121
Sécurité nationale et défense	25 119	
<i>Mesures législatives</i>		8 972
<i>Étude spéciale — Examen de la politique</i>		5 004
<i>Étude spéciale — Politiques en matière de sécurité nationale et de défense</i>		9 211
<i>Étude spéciale — Menaces à la sécurité</i>		1 932
Sous-comité des anciens combattants	366	
<i>Étude spéciale — Anciens combattants</i>		366
Langues officielles	5 827	
<i>Mesures législatives</i>		-
<i>Étude spéciale — Programme d'immersion française</i>		930
<i>Étude spéciale — Loi sur les langues officielles</i>		4 896
Modernisation du sénat (spécial)	5 177	
<i>Mesures législatives</i>		5 177
Affaires sociales, sciences et technologie	41 646	
<i>Mesures législatives</i>		19 179
<i>Étude spéciale — Démence</i>		13 747
<i>Étude spéciale — Robotique</i>		8 721
Transports et communications	22 845	

<i>Mesures législatives</i>		4 237
<i>Étude spéciale — Véhicules automatisés</i>		1 098
<i>Étude spéciale — Pétrole brut</i>		14 725
<i>Étude spéciale — Mandat et lettres de mandats ministériels</i>		2 785
TOTAL — 42-1	360 857	360 857

*Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.